

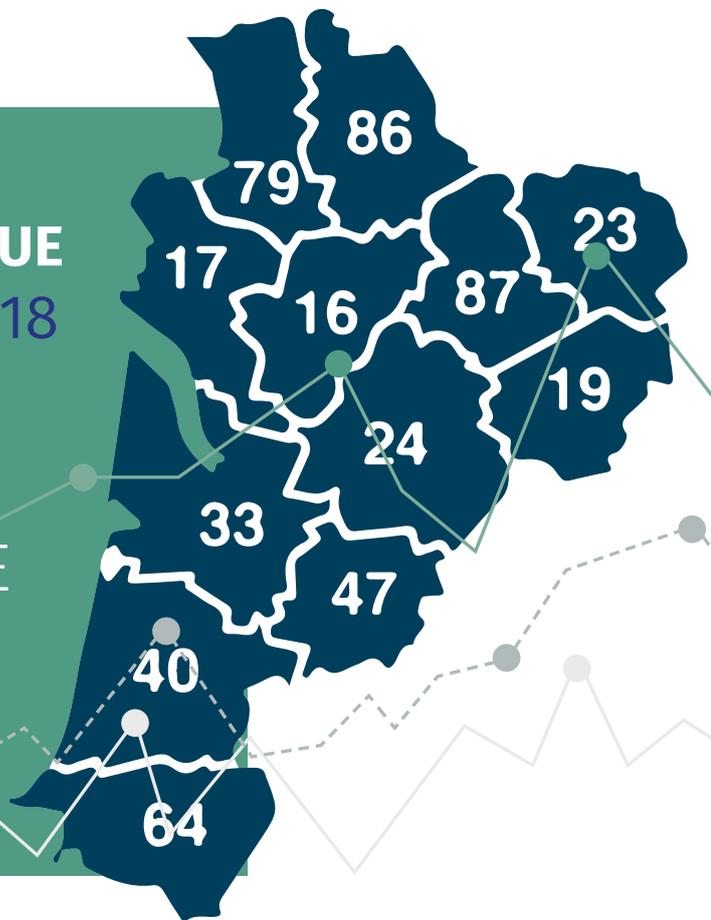


Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale Nouvelle-Aquitaine

PANORAMA STATISTIQUE

ÉDITION 2018

JEUNESSE
SPORT
COHÉSION SOCIALE



AVANT PROPOS

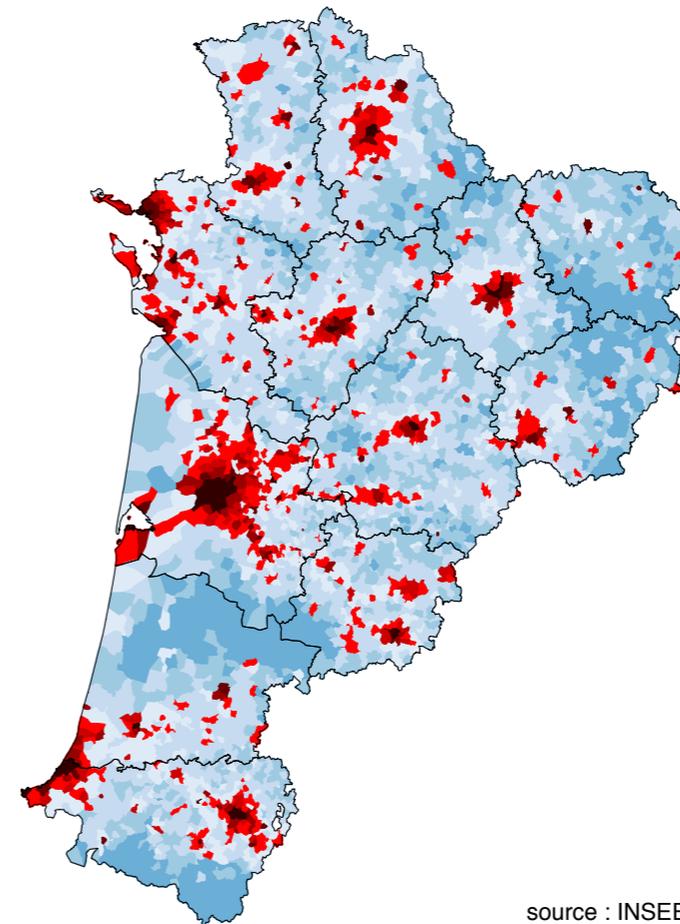
Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Nouvelle-Aquitaine a le plaisir de vous adresser l'édition 2018 du panorama statistique.

Dans son organisation, ce document est divisé en 11 chapitres. Ceux-ci débutent par un graphique ou une carte. Puis viennent les tableaux contenant les indicateurs statistiques. Les chapitres s'achèvent par une ou plusieurs pages de notes et définitions.

Ce document est consultable sur le site internet à l'adresse : <http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr/>

La plupart des données qui y sont présentées, sont consultables pour l'ensemble des départements de France à l'adresse : www.drees.solidarites.sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/index.htm

1 TERRITOIRE	» 2
2 DÉMOGRAPHIE	» 10
3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE	» 24
4 PAUVRETÉ- PRÉCARITÉ	» 32
5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT	» 44
6 HANDICAP - DÉPENDANCE	» 56
7 PROTECTION DE L'ENFANCE	» 66
8 JEUNESSE	» 74
9 SPORT	» 96
10 DIPLÔMES DÉLIVRÉS EN 2016	» 106
11 EMPLOI ASSOCIATIF ET EMPLOI SPORTIF	» 114



Densité de Population en Nouvelle Aquitaine

Habitants au Km²

- moins de 10
- de 10 à 20
- de 20 à 30
- de 30 à 50
- de 100 à 200
- de 200 à 300
- de 300 à 500
- de 500 à 1000
- plus de 1000

source : INSEE, recensement de la population 2014
cartographie : DRDJSCS Nouvelle Aquitaine/MOSTRA

DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : Code officiel géographique 2016 - Zonage en aires urbaines, INSEE - Estimation de population, INSEE - Recensement de la population, INSEE - Code officiel géographique 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de communes *	4 466	394	469	285	259		545	540	331	319	547	297	280	200	35 756
Superficie en km ²	84 060	5 956	6 864	5 857	5 565		9 060	10 000	9 243	5 361	7 645	5 999	6 990	5 520	543 963
Population au 1er janvier 2014 **	5 879 144	353 853	637 089	241 340	120 581		416 350	1 526 016	400 477	333 234	667 249	373 553	433 203	376 199	64 027 958
Population au 1er janvier 2016 ***	5 943 096	354 243	643 654	240 407	119 107		416 289	1 566 842	408 014	334 158	673 788	374 705	436 108	375 781	64 604 599
Densité au 1er janvier 2016 (nombre d'habitants par km ²)	70,7	59,5	93,8	41,0	21,4		45,9	156,7	44,1	62,3	88,1	62,5	62,4	68,1	118,8
Proportion des communes appartenant aux grandes aires urbaines ****	38,9%	40,1%	41,6%	28,8%	13,9%		25,9%	56,9%	35,3%	42,6%	43,3%	27,3%	52,9%	49,0%	53,3%
Proportion de communes appartenant à des petites et moyennes aires urbaines ****	30,5%	17,8%	29,4%	31,2%	20,5%		31,6%	29,6%	39,0%	34,2%	35,8%	46,1%	30,0%	13,5%	26,5%
Proportion des communes isolées ****	30,6%	42,1%	29,0%	40,0%	65,6%		42,6%	13,5%	25,7%	23,2%	20,8%	26,6%	17,1%	37,5%	20,2%
Population des grandes aires urbaines ****	70,2%	70,5%	68,5%	60,4%	27,2%		46,9%	88,4%	48,7%	64,3%	77,0%	42,9%	79,2%	76,9%	82,8%
Population des petites et moyennes aires urbaines ****	19,6%	10,9%	20,1%	22,1%	23,9%		29,8%	8,7%	38,4%	27,0%	18,6%	47,1%	13,9%	10,8%	12,6%
Population des communes isolées ****	10,3%	18,7%	11,3%	17,5%	48,8%		23,4%	2,9%	13,0%	8,7%	4,3%	10,0%	7,0%	12,3%	4,6%
Nombre de contrats de ville et d'EPCI *****	253	20	13	21	15		28	37	24	17	30	13	19	19	2 041

* source : INSEE - Code officiel géographique 2016

** source : INSEE - Recensement de la population 2014

*** source : INSEE - Estimations de population 2016

**** Zonage en aires urbaines : Grandes aires urbaines = Pôles, couronnes, communes multipolarisées ; Petites et moyennes aires urbaines = Pôles, couronnes et communes multipolarisées ; Communes isolées = Communes hors influence des pôles

***** Certains Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sont situés sur deux départements (voire plus), ce qui explique que le nombre d'EPCI au niveau de la région soit inférieur à la somme des EPCI départementaux

LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013 (QPV) ; INSEE - Estimations de population 2015 (ZRR) ; CGET

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de quartiers prioritaires de la politique de la ville	81	6	7	3	1		5	23	5	7	4	5	6	9	1 296
Population des ménages résidant dans les quartiers prioritaires (QPV)	209 287	14 480	20 133	5 770	1 892		8 229	71 287	7 531	11 724	11 611	7 887	23 229	25 514	4 856 046
Proportion de la population départementale vivant en QPV *	3,6%	4,1%	3,2%	2,4%	1,6%		2,0%	4,7%	1,9%	3,5%	1,7%	2,1%	5,4%	6,8%	7,6%
Nombre de communes avec un QPV	47	4	4	1	1		3	15	3	6	2	3	4	1	762
Population des communes avec un QPV	1 584 442	77 630	142 835	46 961	13 342		65 922	599 028	60 943	94 508	125 667	86 852	136 177	134 577	25 730 677
Nombre de communes en zone de revitalisation rurale (ZRR)	2 562	287	274	190	236		408	154	215	213	82	229	140	134	13 845
Proportion des communes en ZRR **	57,4%	72,8%	58,4%	66,7%	91,1%		74,9%	28,5%	65,0%	66,8%	15,0%	77,1%	50,0%	67,0%	38,7%
Population des communes en ZRR **	1 495 908	140 646	151 449	89 395	91 191		210 837	114 722	133 775	123 009	29 531	221 590	91 612	98 151	7 451 226
Proportion de la population départementale résidant en ZRR **	25,2%	39,7%	23,5%	37,2%	76,6%		50,6%	7,3%	32,8%	36,8%	4,4%	59,1%	21,0%	26,1%	11,5%

* QPV : Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Les QPV peuvent être à cheval sur plusieurs communes.

** ZRR : Zone de revitalisation rurale ; Communes classées ou partiellement classées en ZRR

Notes et définitions

Espace urbain, espace rural

Une commune urbaine est une commune appartenant à une unité urbaine. La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. Une unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine sont considérées comme des communes rurales.

Zonage en aires urbaines

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unités urbaines (la couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Communes multipolarisées

Les communes « multipolarisées » sont les communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents, travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

EPCI (Établissements publics de coopération intercommunale)

Les EPCI sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Une zone de revitalisation rurale est un ensemble d'EPCI reconnus comme fragiles et bénéficiant d'aides fiscales à ce titre.

Un EPCI peut être classé en ZRR s'il satisfait les deux critères :

- Une densité de population inférieure ou égale à la médiane des densités par EPCI
- un revenu fiscal par unité de consommation médian inférieur ou égal à la médiane des revenus fiscaux médians

QPV, Quartiers prioritaires de la politique de la ville

Quartiers définis par la loi pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Basée sur un critère unique, celui du revenu, la méthode retenue pour l'identification des nouveaux quartiers prioritaires en France métropolitaine repère les zones de concentration urbaine de population à bas revenus à partir d'un quadrillage fin du territoire métropolitain.

Les bas revenus sont définis par une approche mêlant deux références : le décrochage, d'une part, par rapport aux revenus de l'agglomération dans laquelle se situe le quartier et, d'autre part, par rapport aux revenus de la France métropolitaine. Elle aboutit ainsi au repérage d'environ 1 300 quartiers de plus de 1000 habitants, situés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants. Pour les territoires ultra-marins, la méthode utilisée a fait l'objet d'adaptations.

Liste des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV)

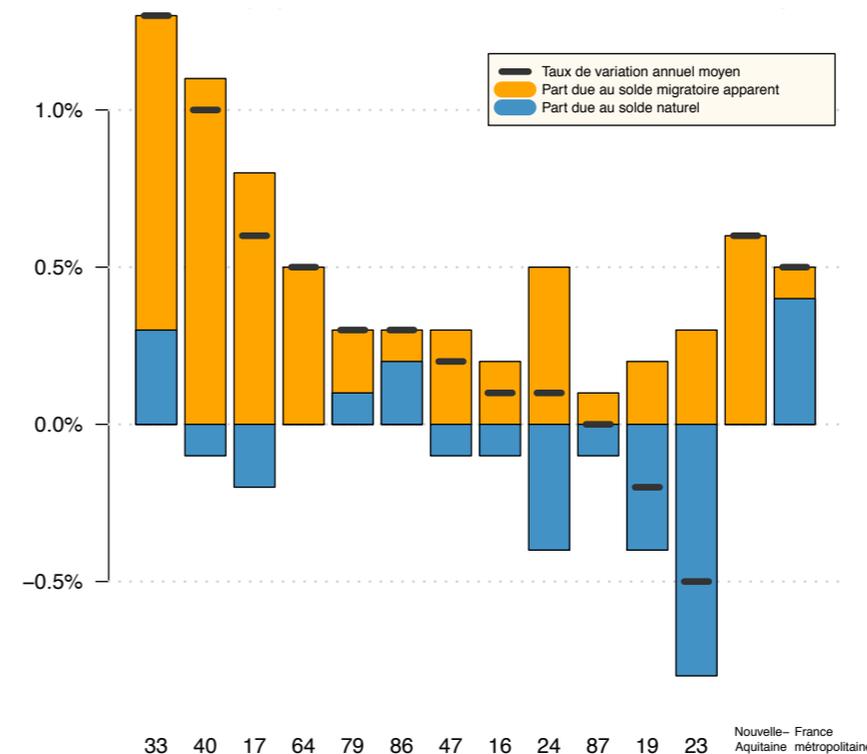
Dépt.	Nom du Quartier	Communes concernées
16	Basseau - Grande Garenne	Angoulême
16	Ma Campagne	Angoulême
16	Bel Air - Le Grand Font	Angoulême
16	L'Étang des Moines	La Couronne
16	Champ de Manoeuvre	Soyaux
16	Crouin	Cognac
17	Mireuil	La Rochelle
17	Villeneuve - Les Salines	La Rochelle
17	Bellevue - Boiffiers	Saintes
17	Centre Ville - Avant-Garde	Rochefort
17	Le Petit Marseille	Rochefort
17	Eco Quartier l'Yeuse - La Robinière	Royan
17	Port-Neuf	La Rochelle
19	Rivet	Brive-la-Gaillarde
19	Tujac	Brive-la-Gaillarde
19	Les Chapélies	Brive-la-Gaillarde
23	L'Albatros	Guéret
24	Rive Gauche	Bergerac
24	Quartier des Deux Rives	Bergerac
24	Quartier Nord	Bergerac
24	Chamiers	Coulounieix-Chamiers
24	La Boucle de l'Isle	Périgueux, Coulounieix-Chamiers
33	Quartier Champ de Course	Le Bouscat, Eysines
33	Yser - Pont de Madame	Mérignac
33	Quartier du Centre	Coutras
33	Quartier Bourg	Sainte-Foy-la-Grande, Pineuilh

33	Quartier de l'Avenir	Bassens
33	Carle Vernet - Terres Neuves	Bordeaux, Bègles
33	Le Lac	Bordeaux
33	Saint-Michel	Bordeaux
33	Benauges - Henri Sellier - Léo Lagrange	Canon, Bordeaux
33	Grand-Parc	Bordeaux
33	Bacalan	Bordeaux
33	Palmer - Sarailière - 8-mai-45 - Dravemont	Canon, Floirac
33	Grand Caillou	Eysines
33	Jean-Jaurès	Floirac
33	Barthez	Gradignan
33	Carriet	Lormont
33	Génicart-Est	Lormont
33	Alpilles - Vincennes - Bois Fleuri	Lormont
33	Beaudésert	Mérignac
33	Châtaigneraie - Arago	Pessac
33	Saige	Pessac
33	Thouars	Talence
33	Paty - Monmousseau	Bègles
40	Le Sablar	Dax
40	Cuyès	Dax
40	Le Gond	Dax
40	Le Peyrouat	Mont-de-Marsan
40	La Moustey	Saint-Pierre-du-Mont
47	Rodrigues - Barleté	Agen
47	Montanou	Agen
47	Pin	Agen
47	Bastide Au Bord du Lot	Sainte-Livrade-sur-Lot

47	Bastide	Villeneuve-sur-Lot
47	Baylac Gravette	Marmande
47	Cœur de Ville	Tonneins
64	Maubec-Citadelle	Bayonne
64	Hauts de Sainte-Croix	Bayonne
64	Saragosse	Pau
64	Ousse des bois	Pau
79	Clou Bouchet	Niort
79	Tour Chabot Gavacherie	Niort
79	Pontreau Colline Saint-André	Niort
79	Les Capucins	Thouars
79	Valette	Bressuire
86	Lac Renardières Ozon	Châtelleraut
86	Châteauneuf Centre Ville	Châtelleraut
86	Bel Air - Le Grand Font	Poitiers
86	Trois Cités	Poitiers, Saint-Benoît
86	Couronneries	Poitiers, Buxerolles
86	Beaulieu	Poitiers
87	Porte Ferrées	Limoges
87	La Bastide	Limoges
87	Le Sablar	Limoges
87	Beaubreuil	Limoges
87	Val de l'Aurence Sud	Limoges
87	Val de l'Aurence Nord	Limoges
87	Les Coutures	Limoges
87	Bellevue	Limoges
87	Le Vigenal	Limoges



Évolutions de population entre 2009 et 2016 en Nouvelle-Aquitaine



Note de lecture :

Les variations de population proviennent du cumul des soldes naturel et migratoire. Par exemple, le taux de croissance annuel moyen de la population dans le département des Landes entre 2009 et 2016 était de 1%.

Cette valeur résultait d'un solde migratoire annuel moyen (cf. notes) fortement excédentaire (1.1% par an), mais d'un solde naturel légèrement déficitaire (-0.1% par an).

source : INSEE – Recensement de la population 2009 et estimations de population 2016

Nouvelle- France
Aquitaine métropolitaine



DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : INSEE - Recensement de la population 2014, INSEE - Projections Omphale

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Population au 1er janvier 2014 *	5 879 144	353 853	637 089	241 340	120 581		416 350	1 526 016	400 477	333 234	667 249	373 553	433 203	376 199	64 027 958
Projection de la population en 2040 **	6 675 000	369 000	749 000	243 000	121 000		440 000	1 874 000	458 000	356 000	756 000	403 000	510 000	396 000	70 143 000
Variation projetée de la population entre 2015 et 2040	12,3%	4,2%	16,4%	1,1%	1,6%		5,7%	19,6%	12,3%	6,5%	12,2%	7,6%	16,9%	5,4%	8,6%
Taux de croissance annuel moyen 2009-2016 ***	0,6%	0,1%	0,6%	-0,2%	-0,5%		0,1%	1,3%	1,0%	0,2%	0,5%	0,3%	0,3%	0,0%	0,5%
dont dû au solde migratoire	0,6%	0,2%	0,8%	0,2%	0,3%		0,5%	1,0%	1,1%	0,3%	0,5%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Population étrangère au 1er janvier 2014	249 394	14 008	13 648	9 010	4 166		20 425	74 781	12 493	20 461	33 235	10 562	14 801	21 804	4 078 093
Population immigrée au 1er janvier 2014	343 340	18 579	20 985	13 263	5 364		26 086	102 047	19 273	29 882	47 835	14 004	20 040	25 982	5 848 321
Proportion des familles monoparentales en 2014 ****	13,7%	13,3%	13,0%	12,5%	13,2%		13,0%	15,3%	12,9%	13,8%	14,8%	10,7%	12,7%	13,9%	14,8%
Taux d'activité de la population en 2014 *****	73,3%	74,1%	72,3%	73,5%	72,4%		72,3%	73,4%	74,2%	73,0%	73,8%	76,1%	72,5%	71,6%	73,6%

* Population municipale (personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune)

** Scénario dit central : taux de fécondité de 2005, taux de mortalité identiques au taux métropolitain, quotients migratoires calculés sur la période 1990 - 2005, sur toute la durée de la projection

*** Lecture : en France métropolitaine, sur une hausse de population annuelle moyenne de 0,5% entre 2009 et 2016, 0,1% est dû au solde migratoire, 0,4% est dû au solde naturel, différence entre les naissances et les décès

**** Proportion des familles monoparentales parmi toutes les familles ayant des enfants de moins de 25 ans

***** Taux d'activité de la population = rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans



INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux, INSEE - Estimations localisées de population 2016, INSEE - Recensement de la population 2014

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Naissances domiciliées 2015 définitives	56 577	3 272	5 425	1 946	885		3 255	17 103	3 682	3 094	6 247	3 568	4 461	3 639	758 344
Décès domiciliés 2015 définitifs	63 280	4 157	7 612	3 155	1 984		5 492	13 113	4 360	3 935	7 063	3 872	4 185	4 352	579 466
Taux de natalité en 2015 *	9,5	9,2	8,4	8,1	7,4		7,8	10,9	9,0	9,3	9,3	9,5	10,2	9,7	11,7
Taux de mortalité en 2015 **	10,6	11,7	11,8	13,1	16,7		13,2	8,4	10,7	11,8	10,5	10,3	9,6	11,6	9,0
Taux mortalité infantile ***	3,2	2,8	2,4	2,5	1,8		3,5	3,6	2,7	2,5	3,2	3,0	3,2	4,6	3,4
Indice de vieillissement au 1er janvier 2016 ****	101,6	111,1	122,2	126,5	156,2		136,5	77,1	108,0	115,2	104,5	93,9	88,2	105,7	77,8
Espérance de vie en 2015 *****															
Espérance de vie à la naissance des hommes	79,2	78,5	78,2	78,5	77,6		78,7	79,6	79,1	79,0	79,8	79,6	80,1	78,5	79,0
Espérance de vie à la naissance des femmes	85,3	85,2	85,4	84,9	84,6		84,9	85,5	85,0	85,2	85,6	85,5	85,7	84,7	85,1
Espérance de vie à 65 ans des hommes	19,2	19,1	19,2	18,9	17,8		19,0	19,3	19,3	19,4	19,3	19,6	19,8	18,8	19,1
Espérance de vie à 65 ans des femmes	23,2	23,1	23,3	23,1	22,1		22,7	23,2	23,0	23,2	23,3	23,6	23,4	22,8	23,0

* Taux de natalité = Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

** Taux de mortalité = Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

*** Taux de mortalité infantile = Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2013-2014-2015

**** Indice de vieillissement = Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans

***** Nombre d'années restant à vivre en moyenne, sous l'hypothèse d'un taux de mortalité constant par sexe et âge



STRUCTURE PAR ÂGE

Source : INSEE - estimations de population au 1er janvier 2016 (résultats provisoires arrêtés fin 2017)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
0 - 4 ans	296 491	17 323	29 217	10 551	4 837		17 763	85 753	19 765	16 637	32 808	19 784	23 298	18 755	3 765 277
5 - 9 ans	334 244	19 356	34 170	12 748	5 588		21 132	93 482	23 024	18 773	36 692	23 289	25 452	20 538	4 019 943
10 - 14 ans	342 632	19 828	36 227	13 162	5 978		22 415	92 384	23 810	19 213	38 706	24 187	26 126	20 596	3 977 870
15 - 19 ans	342 643	18 962	35 208	12 762	5 526		20 753	100 910	21 033	18 057	37 850	20 826	28 795	21 961	3 919 921
20 - 24 ans	304 042	15 579	28 701	10 639	4 575		15 414	103 295	15 976	14 200	32 616	15 442	26 772	20 833	3 668 480
25 - 29 ans	306 632	17 102	29 072	11 035	5 007		17 517	96 201	19 065	16 089	34 117	17 767	24 524	19 136	3 833 259
30 - 39 ans	670 775	37 470	65 802	24 852	10 785		40 131	201 045	45 528	35 037	77 194	42 292	49 657	40 982	7 968 572
40 - 49 ans	793 412	46 581	83 113	31 413	14 961		53 136	219 072	56 499	42 135	91 552	50 745	55 471	48 734	8 669 589
50 - 59 ans	805 283	50 687	86 431	34 278	18 152		60 673	199 236	56 632	46 241	93 356	52 385	56 743	50 469	8 476 578
60 - 64 ans	404 856	26 141	48 585	17 730	9 755		32 532	92 563	28 957	23 814	44 843	25 191	28 648	26 097	3 949 891
65 - 74 ans	672 714	41 821	86 014	29 978	16 199		56 403	149 594	49 699	40 939	74 675	40 094	44 281	43 017	6 317 836
75 - 84 ans	434 615	27 710	52 636	21 015	11 611		36 945	88 357	30 993	27 404	51 419	27 849	30 121	28 555	3 995 866
85 ans et +	232 178	14 592	27 716	11 706	6 875		19 800	47 499	15 333	14 875	26 803	15 139	16 248	15 592	1 995 390
Total	5 940 517	353 152	642 892	241 869	119 849		414 614	1 569 391	406 314	333 414	672 631	374 990	436 136	375 265	64 558 472



GRANDES CLASSES D'ÂGE

Source : INSEE - Recensement de la population 2014, INSEE - estimations de population
(résultats provisoires arrêtés fin 2016 et fin 2017)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Âge moyen de la population au 1er janvier 2014 *	43,5	44,5	45,2	45,9	48,0		46,6	40,8	44,2	44,9	43,9	43,2	42,0	43,9	41,0
Âge moyen des hommes	41,9	42,8	43,5	43,9	46,1		45,0	39,3	42,6	43,3	42,0	41,7	40,6	42,2	39,5
Âge moyen des femmes	45,0	46,2	46,8	47,9	49,8		48,1	42,2	45,7	46,4	45,6	44,5	43,3	45,4	42,4
Proportion de femmes dans la population totale **	51,8%	51,5%	52,1%	51,5%	51,3%		51,8%	51,9%	51,4%	51,9%	52,0%	51,0%	51,6%	52,2%	51,6%
Proportion de femmes dans la population âgée de 15 à 49 ans **	50,1%	49,6%	50,0%	48,6%	48,4%		50,0%	50,7%	49,7%	50,4%	49,8%	49,5%	50,5%	50,6%	50,2%
Proportion de femmes dans la population des 75 ans ou plus **	61,2%	61,0%	60,3%	62,2%	62,0%		60,3%	62,1%	60,5%	59,8%	62,1%	59,9%	60,6%	62,1%	61,8%
Nombre d'enfants de moins de 6 ans ***	362 741	21 059	36 442	13 088	5 750		21 831	103 625	24 382	20 346	39 982	24 657	28 417	23 162	4 587 388
Nombre d'enfants de 6 à 16 ans ***	754 815	44 053	78 899	28 875	13 047		49 380	205 983	52 662	42 280	84 230	52 264	57 129	46 013	8 809 578
Moins de 20 ans **	1 316 010	75 469	134 822	49 223	21 929		82 063	372 529	87 632	72 680	146 056	88 086	103 671	81 850	15 683 011
Nombre de jeunes de 16 à 25 ans ***	633 280	33 225	62 069	22 254	9 732		35 072	204 073	35 850	31 084	68 845	34 230	54 687	42 159	7 508 545
Population des 26 à 64 ans ***	2 923 758	175 863	307 897	116 276	57 520		201 722	786 123	204 251	160 601	335 816	185 335	210 603	181 751	32 179 947
Ensemble des 65 ans ou plus **	1 339 507	84 123	166 366	62 699	34 685		113 148	285 450	96 025	83 218	152 897	83 082	90 650	87 164	12 309 092

* Source : INSEE - Recensement de la population 2014

** Source : INSEE - estimations de population au 1er janvier 2016 (résultats provisoires arrêtés fin 2017)

*** Source : INSEE - estimations de population au 1er janvier 2016 (résultats provisoires arrêtés fin 2016)



IMMIGRATION

Sources : INSEE - Recensement de la population 2014

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de personnes immigrées *	343 340	18 579	20 985	13 263	5 364		26 086	102 047	19 273	29 882	47 835	14 004	20 040	25 982	5 848 321
dont proportion de femmes	51,7%	51,4%	51,5%	49,2%	51,2%		51,9%	51,7%	51,8%	51,5%	53,6%	49,0%	51,5%	50,9%	51,2%
Pays de naissance des immigrés															
Portugal	59 736	2 156	2 989	3 677	545		3 914	16 737	6 364	5 872	10 351	3 048	1 643	2 440	615 130
Italie	9 596	232	657	342	198		824	2 508	549	2 505	852	187	438	304	286 190
Espagne	33 377	642	814	670	128		980	8 913	2 636	2 184	14 851	377	569	613	246 405
Autres pays de l'UE (à 27)	76 316	8 080	6 214	2 643	2 920		11 872	13 249	3 406	6 369	4 952	4 697	5 105	6 809	719 326
Autres pays d'Europe	12 005	469	916	408	168		959	3 418	672	623	1 602	470	673	1 627	285 356
Algérie	21 952	1 536	1 107	596	130		980	8 728	502	1 649	1 315	525	1 610	3 274	773 737
Maroc	42 500	1 352	2 085	1 665	199		2 351	15 936	1 899	7 499	4 786	857	1 795	2 076	721 963
Tunisie	5 297	460	393	262	43		158	2 365	170	312	396	167	282	289	265 552
Autres pays d'Afrique	36 246	1 898	2 302	863	345		1 502	13 361	1 208	1 408	2 910	1 932	4 030	4 487	833 034
Turquie	8 855	194	591	1 278	391		401	3 894	72	18	281	201	448	1 086	249 594
Autres pays	37 460	1 560	2 917	859	297		2 145	12 938	1 795	1 443	5 539	1 543	3 447	2 977	852 034

* Sont considérées comme immigrées, les personnes nées à l'étranger, résidentes en France, et qui n'étaient pas de nationalité française à la naissance



Notes et définitions :

Le recensement de la population

Le recensement de la population (RP) a pour objectifs le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, profession exercée, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, mode de transport, déplacements quotidiens.

Le dernier recensement général de la population vivant en France a eu lieu en 1999. Depuis 2004, une nouvelle méthode de collecte est mise en œuvre selon des modalités qui distinguent les communes en fonction d'un seuil de population fixé par la loi à 10 000 habitants.

Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées désormais une fois tous les cinq ans et, comme par le passé, de façon exhaustive.

Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, une partie de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans. Cette collecte se substitue à la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans.

Pour en savoir plus : <http://www.insee.fr>

La population au recensement

Il s'agit de la population municipale ; c'est-à-dire des personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune.

Le terme population statistique désigne la même chose.

Les projections de population

Une projection de population fournit une image de ce que pourrait être la population à venir, à partir de la connaissance du passé et en prenant, pour le futur, des hypothèses sur trois composantes : la fécondité, la mortalité et les migrations. Elles sont réalisées par l'Insee à partir des résultats du recensement de la population et des données de l'État civil.

Accroissement annuel moyen de la population (TCAM)

L'accroissement annuel moyen de la population est le facteur multiplicatif constant, appliqué autant de fois qu'il y a d'années, sur une population initiale, pour obtenir une population finale.

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises.

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut conseil à l'intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement.

La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il acquiert la nationalité française.

C'est le pays de naissance et non la nationalité à la naissance qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Évènement enregistré, évènement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'évènement : lieu de la naissance, du mariage ou du décès. Le lieu du domicile est celui du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

La mobilité résidentielle inter - départementale

Ici, il s'agit du nombre de personnes sur 10 000, âgées de 18 à 39 ans, qui sont arrivées d'un autre département de France (signe +), ou qui sont parties vers un autre département de France (signe -)

On appelle mobilité résidentielle le changement de lieu de résidence entre deux territoires, par exemple entre régions. Cette mobilité est estimée grâce à la question du bulletin individuel du Recensement de la population : «Où habitez-vous

il y a 5 ans ?». Cette question permet de comptabiliser les personnes migrantes pour un territoire donné. La formulation de cette question a pour conséquence que seuls les migrants âgés de 5 ans ou plus sont connus. Les migrations intermédiaires se produisant au sein de l'intervalle des 5 années ne peuvent être prises en compte (par exemple : migration de A vers B via C ; le passage vers C n'est pas connu).

Le taux d'activité de la population

Rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en 2012

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salariées ou non salariées) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

Le taux de natalité

Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

Le taux de mortalité

Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

Le taux de mortalité infantile

Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2011-2012-2013

L'indice de vieillissement

Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans

L'espérance de vie

Nombre d'années restant à vivre en moyenne

Le solde naturel

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur un territoire. Il est très bien connu en France, en raison de l'obligation de déclaration des naissances et des décès.

Le solde migratoire

Le solde migratoire est la différence entre le nombre d'émigrants (personnes qui quittent le territoire) et le nombre d'immigrants (personnes qui s'y installent). Le solde migratoire est généralement mal connu, car les personnes ne se déclarent pas nécessairement à leur arrivée ou à leur départ.

Le solde migratoire apparent

L'addition du solde naturel et du solde migratoire entre deux dates sur un territoire permet de connaître la variation de la population entre ces deux dates sur ce même territoire. C'est pourquoi, connaissant la variation d'une population, et connaissant son solde naturel, il est possible d'estimer le solde migratoire. On parle alors de solde migratoire apparent.

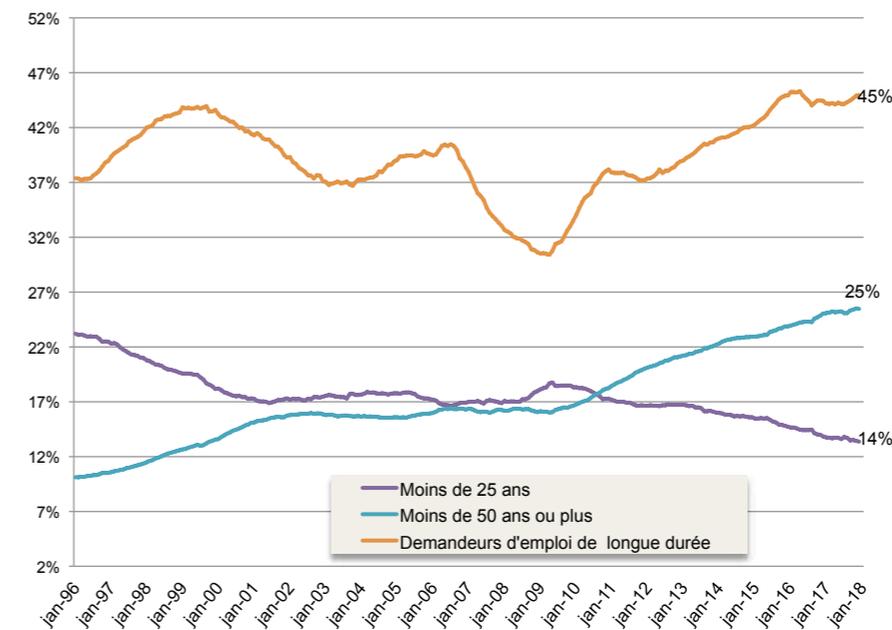




LE TAUX DE CHÔMAGE EN NOUVELLE-AQUITAINE

Proportions des 50 ans ou plus, des moins de 25 ans et des demandeurs d'emploi de longue durée, parmi les demandeurs d'emplois

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)



source : STMT - Pôle emploi, Dares

Note de lecture :

Au 30 septembre 2017, 14 % des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi, en catégorie A, B, ou C, avaient moins de 25 ans; 25,1% avaient 50 ans ou plus. Ils étaient 44,7% à être inscrits à Pôle Emploi depuis au moins un an (demandeurs d'emploi de longue durée).

TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX D'EMPLOI DES FRANÇAIS, DES ÉTRANGERS ET DES IMMIGRÉS

Source : INSEE - Recensement de la population 2014

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	2 338 493	139 212	237 721	95 868	45 039		154 189	637 618	157 904	125 414	271 857	153 501	174 019	146 151	26 143 408
dont proportion de femmes	48,9%	48,3%	49,3%	48,2%	47,7%		49,1%	49,3%	48,5%	48,8%	48,4%	48,1%	49,2%	49,4%	48,4%
Immigrés	134 387	6 252	7 599	5 219	1 804		8 990	45 287	7 655	10 455	19 458	5 288	7 463	8 916	2 558 679
Non immigrés	2 204 106	132 961	230 122	90 649	43 235		145 199	592 331	150 248	114 959	252 399	148 213	166 557	137 235	23 584 730
Français	2 254 317	135 077	233 356	92 860	43 770		147 953	609 424	153 184	118 932	258 983	150 172	169 946	140 659	24 669 578
Étrangers	84 176	4 135	4 366	3 008	1 269		6 236	28 193	4 720	6 482	12 874	3 328	4 073	5 492	1 473 830
Taux d'activité des 15-64 ans en 2014 **	73,3%	74,1%	72,3%	73,5%	72,4%		72,3%	73,4%	74,2%	73,0%	73,8%	76,1%	72,5%	71,6%	73,6%
Taux d'activité des 15-64 ans - hommes	75,9%	77,0%	74,7%	75,3%	74,5%		74,4%	76,2%	76,6%	76,0%	76,7%	78,7%	74,8%	73,8%	76,8%
Taux d'activité des 15-64 ans - femmes	70,8%	71,2%	70,0%	71,6%	70,2%		70,1%	70,7%	71,7%	70,0%	71,0%	73,5%	70,3%	69,6%	70,5%
Taux de chômage des 15 ans ou plus en 2014 ***	13,1%	13,8%	14,4%	10,4%	12,5%		14,3%	13,3%	13,4%	14,1%	11,7%	11,5%	12,5%	12,8%	13,4%
dont Français	12,5%	13,4%	14,2%	10,0%	12,2%		13,9%	12,7%	13,0%	13,3%	11,2%	11,1%	11,8%	11,5%	12,6%
dont Étrangers	25,9%	26,1%	26,3%	21,3%	21,7%		22,6%	25,5%	24,1%	26,4%	20,5%	28,6%	34,5%	36,8%	24,7%
dont Immigrés	23,7%	26,0%	24,0%	19,0%	21,2%		21,5%	23,2%	22,1%	24,8%	19,5%	25,9%	28,5%	32,2%	22,3%
dont Non immigrés	12,3%	13,1%	14,1%	9,8%	12,1%		13,8%	12,5%	12,9%	13,0%	11,0%	10,9%	11,6%	11,2%	12,3%

* La population active est la somme des actifs ayant un emploi et des chômeurs

** Taux d'activité = Rapport entre la population active et la population totale de la même tranche d'âge

*** Rapport entre le nombre des 15 ans et plus qui se sont déclarés chômeurs au recensement de la population, et l'ensemble de la population active des mêmes âges au même recensement

DEMANDEURS D'EMPLOIS

Sources : DREES ; Pôle emploi ; DARES - Statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP (traitement DARES)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (en milliers) *	513,9	31,2	58,3	17,7	8,7		34,2	153,1	36,3	29,2	54,2	28,6	33,6	28,8	5 659,0
dont proportion de femmes	53,9%	53,8%	54,4%	54,8%	51,7%		53,5%	54,0%	55,6%	53,1%	54,4%	53,5%	52,7%	52,1%	51,7%
dont proportion de moins de 25 ans	14,0%	14,4%	14,2%	14,7%	13,8%		14,0%	13,6%	13,2%	13,4%	13,1%	16,1%	15,8%	14,9%	13,9%
dont proportion de 50 ans et plus	25,1%	26,3%	27,4%	27,1%	31,0%		28,7%	22,5%	26,4%	26,7%	25,6%	24,8%	23,2%	24,0%	24,5%
dont proportion de demandeurs d'emploi longue durée **	44,7%	46,5%	44,8%	45,2%	46,0%		45,3%	43,8%	43,3%	46,2%	43,2%	46,2%	44,3%	47,6%	44,6%
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers) ***	289,2	17,8	32,7	9,5	5,2		19,9	90,1	19,2	16,0	30,1	14,6	17,4	16,7	3 447,3
Taux de chômage localisé (au 4ème trimestre 2016)	9,4%	9,6%	10,3%	8,1%	9,1%		10,5%	9,9%	9,6%	10,0%	8,3%	7,8%	8,1%	9,5%	9,7%
Nombre de demandeurs d'emploi en ZUS ****															
Catégories A, tous âges, décembre 2014	21 700	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	399 900
Catégories A, tous âges, décembre 2013	20 400	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	383 400
Catégories A-B-C, tous âges, décembre 2014	31 100	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	543 300
Catégories A-B-C, tous âges, décembre 2013	29 000	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	517 200
Catégories A-B-C, tous âges, décembre 2012	28 198	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	499 349
dont proportion de demandeurs d'emploi de longue durée **	39,5%	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	39,6%

* Demandeurs d'emploi inscrits en fin du mois de septembre 2017, sans emploi ou ayant exercé une activité réduite, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

** Demandeurs d'emploi de longue durée : Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus

*** Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois de septembre 2017, sans emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

**** ZUS : Zone urbaine sensible (Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale)

Notes et définitions :

Population active

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salarié ou non salarié) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

Le taux d'activité de la population

C'est le rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en 2014.

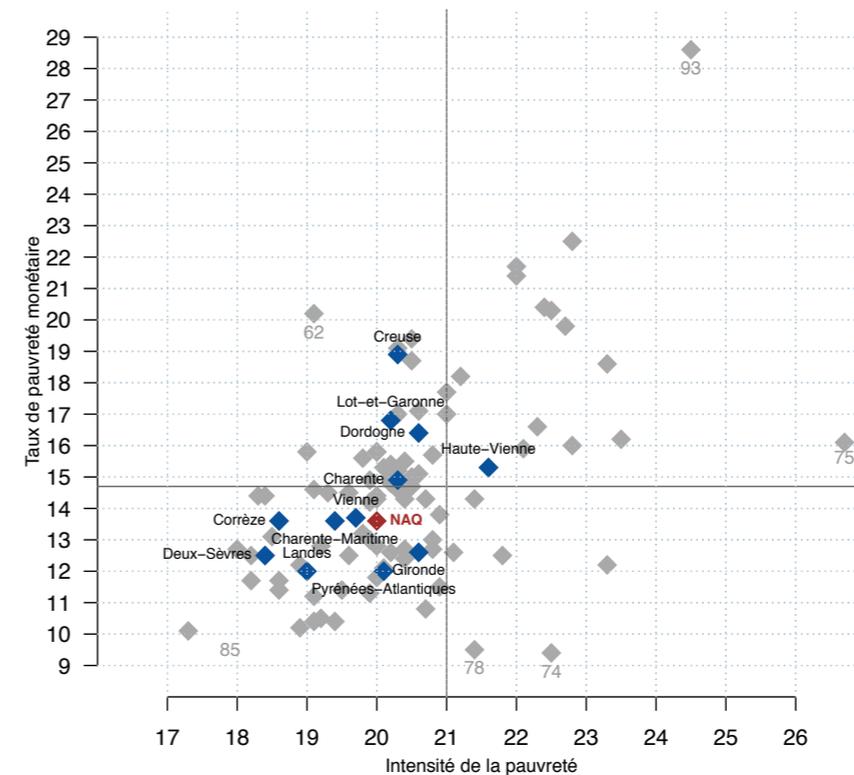
Le taux d'activité de la population

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés+chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec la population active de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe par région par nationalité ...





PAUVRETÉ MONÉTAIRE ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ Départements de France métropolitaine



Note de lecture :

En région Nouvelle-Aquitaine, 13,6% des personnes ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, lequel est proche de 1000 € par mois (pour une personne seule).

L'intensité de pauvreté globale dans la région est de 20,0 %. Cela signifie que la moitié des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, ont un niveau de vie inférieur de 20,0 % à celui-ci, c'est-à-dire inférieur à 800 € par mois (pour une personne seule).



REVENUS ET INÉGALITÉS DE REVENUS

Sources (données au 31/12/2014) : DREES ; INSEE - DADS (Salariés au lieu de résidence) ; INSEE - Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFiP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; CAF

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre total de ménages fiscaux	2 575 240	154 980	289 839	108 554	55 749		185 291	654 527	176 392	144 574	294 963	160 376	183 662	166 333	26 924 251
Proportion de ménages fiscaux imposés	55,1%	52,4%	54,8%	54,6%	47,3%		49,9%	58,7%	56,2%	49,6%	57,6%	52,7%	54,3%	54,6%	58,1%
Revenu salarial annuel moyen *	20 020	19 770	18 870	19 340	17 880		18 190	21 430	18 760	18 220	20 660	20 270	19 790	19 920	22 460
Femmes	17 030	16 920	16 040	16 650	16 090		15 890	17 990	15 860	15 770	17 060	17 950	16 790	17 480	18 890
Hommes	22 400	21 960	21 180	21 420	19 290		20 030	24 240	21 000	20 230	23 560	22 050	22 130	21 760	25 210
Cadres (y compris les chefs d'entreprise salariés)	40 140	39 690	39 170	38 210	34 240		36 190	41 240	38 990	37 690	42 050	40 640	39 090	38 100	44 620
Professions intermédiaires	23 410	23 540	22 750	23 510	22 110		22 510	23 790	23 140	22 820	23 650	23 630	23 550	23 230	24 420
Employés	14 770	14 950	14 250	14 740	14 440		14 240	15 050	14 360	14 390	14 850	15 580	14 650	14 930	15 310
Ouvriers	16 770	17 340	16 760	16 810	16 150		16 380	16 880	16 480	15 680	17 270	16 530	17 070	16 810	17 350
Niveau de vie annuel médian des ménages (en euros) **	19 992	19 450	19 800	19 537	17 984		18 971	20 979	20 148	18 756	20 696	19 584	19 816	19 698	20 369
Disparités des niveaux de vie ***	3,2	3,1	3,2	3,0	3,1		3,2	3,3	2,9	3,2	3,2	2,9	3,1	3,2	3,5
Taux de pauvreté monétaire (TPM) des ménages (en %) ****	13,6	14,9	13,6	13,6	18,9		16,4	12,6	12,0	16,8	12,0	12,5	13,7	15,3	14,7
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans	23,3	25,3	22,0	22,3	26,3		26,2	22,7	20,2	24,8	20,4	21,2	25,5	29,1	22,8
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus	10,1	11,0	9,1	12,4	18,1		12,7	8,0	9,1	12,9	8,6	10,4	10,1	10,4	8,6
Taux de pauvreté des familles monoparentales (en %)	30,5	33,9	31,6	29,6	32,0		33,7	27,7	29,1	34,8	27,4	31,3	33,7	32,9	30,7
Intensité de la pauvreté monétaire *****	20,0	20,3	19,4	18,6	20,3		20,6	20,6	19,0	20,2	20,1	18,4	19,7	21,6	21,0
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 75 % des revenus au 31/12/2013	23,9	26,9	23,5	20,9	25,9		23,7	24,2	20,8	26,4	22,7	20,1	24,7	26,9	24,1
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 50 % des revenus au 31/12/2013	31,4	34,3	30,7	28,0	34,2		31,8	31,8	27,7	34,2	30,5	26,9	31,7	34,9	31,5

* Salariés au lieu de résidence, du secteur privé et des entreprises publiques, y compris les bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs.

** Le niveau de vie médian est égal au revenu disponible médian divisé par le nombre d'unités de consommation

*** Rapport interdécile D9/D1 : Rapport entre le niveau de vie médian des 10% des ménages les plus riches et le niveau de vie médian des 10% des ménages les plus pauvres

**** Le taux de pauvreté monétaire est la proportion de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, défini ici comme égal à 60% du niveau de vie médian

***** Écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté (lecture : En Nouvelle-Aquitaine, le niveau de vie médian de la population pauvre est 19,9% sous le seuil de pauvreté)



RSA ET MINIMA SOCIAUX

Sources : DREES; INSEE; CNAF; CNAMTS ; CCMSA ; Pôle emploi ; RSI ; Fonds CMU

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31/12/2016	142 315	10 115	16 117	3 344	2 742		10 114	40 822	7 540	9 389	14 231	6 670	11 791	9 440	1 661 074
dont RSA majoré, hors RSA jeune *	16 182	1 232	1 765	468	245		1 116	4 338	864	1 047	1 441	1 019	1 494	1 153	191 538
dont RSA non majoré, hors RSA jeune	125 964	8 876	14 331	2 873	2 494		8 984	36 432	6 673	8 333	12 768	5 644	10 286	8 270	1 468 266
dont RSA jeune	169	7	21	3	3		14	52	3	9	22	7	11	17	1 270
Taux de couverture de la population par le RSA total en % **	4,8	6,1	4,8	2,9	4,6		4,8	5,1	3,6	5,8	4,0	3,9	5,6	5,5	5,2
Allocataires de la prime d'activité au 31/12/2016 ***	248 626	15 169	27 309	8 998	5 326		18 288	66 571	14 971	14 252	28 749	14 039	18 803	16 151	2 476 485
dont Prime d'activité majorée ***	15 809	1 014	1 789	547	294		1 193	4 193	1 048	932	1 712	917	1 193	977	159 815
dont Prime d'activité non majorée	232 817	14 155	25 520	8 451	5 032		17 095	62 378	13 923	13 320	27 037	13 122	17 610	15 174	2 316 670
Bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) au 31/12/2015	37 470	2 560	4 760	1 420	1 090		3 250	9 190	2 250	2 290	4 050	2 050	2 360	2 200	437 380
Taux d'allocation (nombre d'allocataires pour 100 personnes de 15 à 64 ans)	1,0	1,2	1,3	1,0	1,6		1,3	0,9	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	1,0	1,1
Allocataires ASV et ASPA au 31/12/2015 ****	49 570	3 250	4 530	2 300	1 820		4 710	11 310	2 990	3 860	5 710	2 520	3 030	3 540	483 380
Taux d'allocation de l'ASV et de l'ASPA (en % des personnes de 60 ans et plus)	2,8	2,9	2,1	2,9	4,1		3,2	3,0	2,4	3,6	2,9	2,3	2,5	3,1	3,0
Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMUC) en 2016 *****	395 872	28 150	42 057	11 112	10 022		29 450	104 836	21 355	27 204	37 109	21 288	32 826	30 463	4 775 807
Proportion de la population bénéficiaire de la CMU complémentaire	6,7%	7,9%	6,5%	4,6%	8,4%		7,1%	6,7%	5,2%	8,1%	5,5%	5,7%	7,5%	8,1%	7,4%

* Majoration lorsqu'il y a une situation d'isolement avec enfant(s) à charge

** La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel et s'il y a lieu, les enfants et autres personnes à charge du ménage (au sens des prestations familiales)

*** Depuis 2016, la prime d'activité remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi. Elle est majorée dans les situations de femme enceinte, ou de parent isolé avec au moins un enfant à charge

**** ASV = Allocation supplémentaire vieillesse ; ASPA = Allocation de solidarité aux personnes âgées

***** CMU = Couverture maladie universelle



DOSSIERS DE SURENDETTEMENT

Source : Banque de France

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Dossiers de surendettement déposés															
2008	17 583	1 207	1 617	802	477		1 288	4 009	1 084	1 307	2 041	1 139	1 243	1 369	188 485
2014	21 880	1 353	2 473	822	633		1 592	5 173	1 514	1 788	2 019	1 422	1 685	1 406	230 964
2015	21 048	1 259	2 342	800	557		1 625	5 248	1 511	1 602	1 945	1 278	1 580	1 301	217 340
Dossiers de surendettement jugés recevables															
2008	14 432	1 050	1 349	684	403		1 106	2 974	937	1 145	1 628	956	1 080	1 120	161 033
2014	19 331	1 126	2 215	682	557		1 513	4 444	1 341	1 641	1 859	1 306	1 421	1 226	205 816
2015	19 681	1 131	2 180	735	487		1 509	4 916	1 391	1 556	1 778	1 144	1 544	1 310	197 859
Part des dossiers de surendettement jugés recevables (en %)															
2008	82,1	87,0	83,4	85,3	84,5		85,9	74,2	86,4	87,6	79,8	83,9	86,9	81,8	85,4
2014	88,4	83,2	89,6	83,0	88,0		95,0	85,9	88,6	91,8	92,1	91,8	84,3	87,2	89,1
2015	93,5	89,8	93,1	91,9	87,4		92,9	93,7	92,1	97,1	91,4	89,5	97,7	100,7	91,0



Notes et définitions :

Revenu disponible d'un ménage

C'est la somme de toutes les ressources des différentes personnes composant le ménage : revenus d'activité (salaires nets, bénéfices...), de remplacement (allocations chômage, retraites...), du patrimoine et prestations reçues (prestations familiales, aides au logement, minima sociaux) ; total duquel on déduit les impôts directs payés par le ménage (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux : contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Niveau de vie - Niveau de vie médian

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de «l'OCDE modifiée» qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

Le niveau de vie médian est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.

Seuil de pauvreté - Taux de pauvreté

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie. Le seuil de pauvreté était de 1015€ mensuels en 2017.

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Pour en savoir plus : <http://www.insee.fr>

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)) et de Pôle Emploi (chômage répertorié à partir des demandeurs d'emploi en fin de mois) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence

- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours

- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément demandeur d'emploi (inscrit à Pôle Emploi) et inversement.

Demandeurs d'emploi

La notion de demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi et donc ne sont pas demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi

- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte de 78 heures ou moins au cours du mois

- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue de plus de 78 heures au cours du mois.

Pour en savoir plus : <http://www.travail-emploi.gouv.fr>

La prime d'activité

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Prime d'activité remplace le RSA Activité et la Prime pour l'emploi.

Il s'agit d'une prestation sociale dont la demande se fait auprès de la CAF ou de la MSA, ouverte aux personnes qui en remplissent les conditions suivantes :

- Avoir la nationalité française, ou remplir les conditions de séjours (pour les ressortissants de l'Union Européenne), ou disposer d'une carte de résident ou d'un titre de séjour avec une autorisation de travail (pour les étrangers hors Union Européenne)

- Résider en France

- Être majeur

- Être salarié ou travailleur indépendant. Les étudiants salariés et les apprentis doivent percevoir durant au moins trois mois, un salaire minimum d'environ 890 € net par mois

- Avoir un salaire n'excédant pas un montant d'environ 1500€ net par mois (montant pour une personne seule sans enfant)

Le Revenu de solidarité active (RSA)

Le RSA est une aide destinée à assurer un revenu minimum aux personnes sans ressources, ou à compléter les ressources des personnes dont l'activité professionnelle ne leur apporte que des revenus limités.

Il est versé sans limitation de durée, tant que le bénéficiaire continue à remplir les conditions, et son montant peut varier si la situation familiale ou les ressources du foyer évoluent.

Les jeunes de moins de 25 ans justifiant de deux ans d'activité en équivalent temps plein au cours des trois dernières années, peuvent en bénéficier (RSA Jeunes).

Le revenu garanti est un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge.

Un RSA majoré est attribué, sous certaines conditions, aux personnes élevant seules de jeunes enfants.

Pour en savoir plus : <http://www.drees.sante.gouv.fr> <http://www.insee.fr>



Notes et définitions :

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Les allocations aux personnes âgées

Créée en 1956, l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans (60 ans en cas d'invalidité au travail) et leur assure un niveau de revenu égal au minimum vieillesse. Pour les nouveaux bénéficiaires, elle est remplacée depuis 2007 par l'allocation de solidarité spécifique (ASPA).

Le dispositif du minimum vieillesse permet de garantir aux personnes âgées un revenu minimum égal au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS).

Couverture maladie universelle (CMU de base)

Mise en place à partir du 1er janvier 2000, elle a été remplacée par la Protection Universelle Maladie (PUMA) depuis le 1er janvier 2016.

Elle assurait un droit immédiat et permanent à l'assurance maladie et maternité de base, pour

toute personne en résidence stable et régulière sur le territoire et qui n'en bénéficiait pas déjà. Elle concernait les personnes en situation de grande exclusion et les anciens assurés personnels, mais était également attribuée aux autres personnes du foyer non couvertes par l'assurance maladie. Elle permettait le remboursement des dépenses de santé (y compris à l'hôpital) dans les mêmes conditions que les assurés sociaux.

La protection universelle maladie (PUMA)

La Protection Universelle Maladie remplace la CMU de base (couverture universelle maladie) depuis le 1er janvier 2016.

Elle assure aux personnes qui exercent une activité professionnelle en France, ou qui résident en France de façon stable et régulière, la prise en charge de leurs frais de santé en cas de maladie ou de maternité, à titre personnel, et de manière continue tout au long de la vie, sans rupture de leurs droits en cas de changement dans leur vie personnelle (mariage, divorce, décès) ou professionnelle (chômage, changement de statut, en activité ou non).

Toute personne majeure sans activité professionnelle est assurée à la PUMA à titre personnel.

La Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

La CMU-C permet d'avoir le droit à une protection complémentaire santé gratuite. Pour bénéficier de la CMU-C, il faut résider en France de façon régulière et stable, ne pas avoir droit à l'assurance maladie et avoir des ressources inférieures à un plafond. Elle est accordée pour un an.

La CMU-C donne droit à la prise en charge gratuite de la part complémentaire des dépenses de santé (y compris à l'hôpital) à hauteur de 100 % des tarifs de la sécurité sociale. De plus, elle inclut des forfaits de prise en charge pour les soins dentaires, lunettes, prothèses auditives... Ainsi, pour faciliter l'accès aux soins, la CMU-C offre une dispense d'avance des frais des dépenses de santé et les professionnels de santé ont l'obligation de respecter les tarifs reconnus par la sécurité sociale.

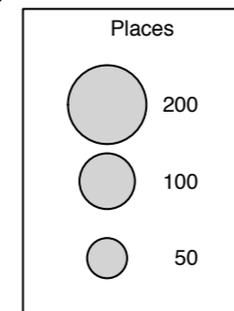
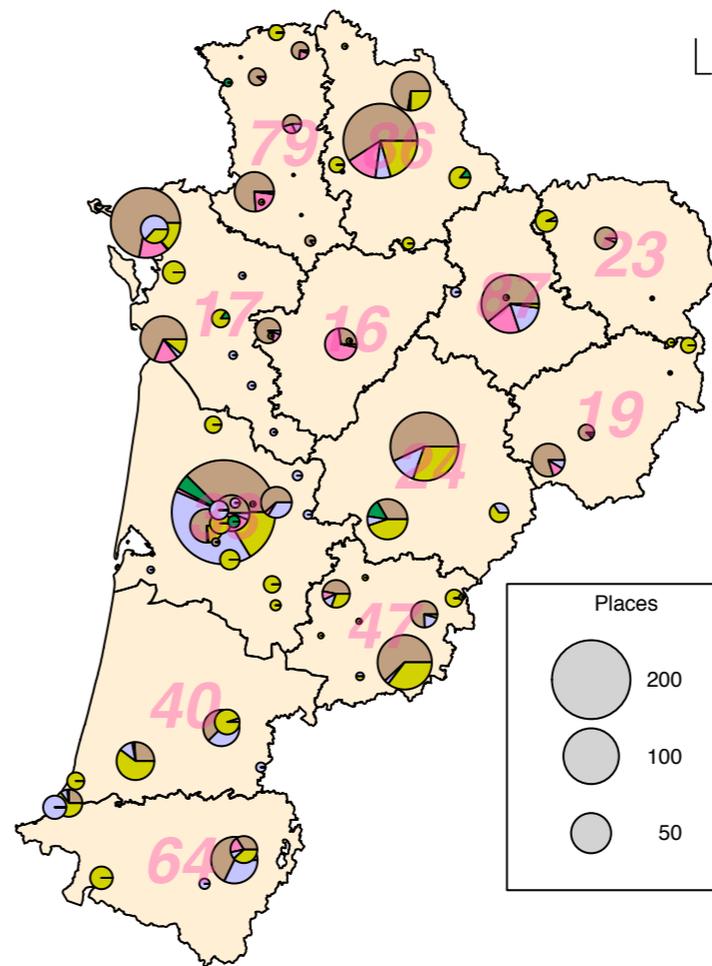
La CMU-C peut être gérée par le régime de sécurité sociale de base ou par un organisme complémentaire (mutuelle, société d'assurances, institution de prévoyance) qui s'est inscrit sur la liste des organismes volontaires. Les dossiers de demande de CMU-C sont instruits par les caisses d'assurance maladie.

Pour en savoir plus : <http://www.cmu.fr>





LES STRUCTURES D'HÉBERGEMENT EN NOUVELLE-AQUITAINE AU 31 DÉCEMBRE 2016



- Hébergement d'urgence hors CHRS
- Hébergement d'urgence dans CHRS
- Places d'insertion et de stabilisation en CHRS
- Places d'insertion et de stabilisation hors CHRS
- Places en Maisons Relais

Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine



LOGEMENT - HÉBERGEMENT : PARC DES LOGEMENTS ET STATUT D'OCCUPATION

Sources : INSEE - Recensements de la Population 2014

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre total de logements	3 376 458	193 481	419 362	152 086	87 670	252 947	252 947	814 134	245 317	181 623	389 009	189 886	233 865	217 078	33 943 135
Proportion des résidences principales	79,7%	83,6%	70,9%	73,6%	65,7%	76,0%	76,0%	85,0%	72,7%	83,0%	78,6%	86,6%	85,0%	82,7%	82,6%
Proportion des résidences secondaires et logements occasionnels	11,9%	6,1%	22,1%	15,1%	20,3%	13,9%	13,9%	8,5%	20,6%	6,0%	13,5%	4,8%	5,5%	7,7%	9,6%
Proportion des logements vacants	8,4%	10,3%	7,1%	11,3%	14,0%	10,1%	10,1%	6,5%	6,7%	11,0%	7,9%	8,6%	9,5%	9,6%	7,8%
Statut d'occupation des résidences principales															
Proportion de propriétaires	62,4%	66,7%	65,3%	68,3%	71,7%	68,1%	68,1%	55,2%	65,3%	64,2%	61,2%	68,9%	61,8%	61,9%	57,8%
Proportion de locataires	35,3%	31,1%	32,7%	29,3%	25,2%	29,1%	29,1%	42,5%	32,1%	33,0%	36,4%	29,8%	36,6%	36,1%	40,0%
proportion de personnes logées gratuitement	2,2%	2,2%	2,1%	2,4%	3,1%	2,8%	2,8%	2,3%	2,5%	2,8%	2,5%	1,3%	1,6%	2,0%	2,3%
Proportion de logements considérés comme sur-occupés *	6,1%	3,6%	5,4%	3,6%	3,4%	3,7%	3,7%	9,2%	3,5%	4,6%	6,2%	3,0%	7,7%	6,9%	9,7%

* Un logement est considéré comme sur-occupé si les occupants bénéficient de moins de 16 m² pour la première personne et moins de 11 m² pour les suivantes.



LOGEMENT - HÉBERGEMENT : PLACES INSTALLÉES DANS LES ÉTABLISSEMENTS POUR ADULTES OU FAMILLES EN DIFFICULTÉ

Sources : DREES - FINESSE ; INSEE - RP exploitation complémentaire, INSEE - ELP 2016 ; DRDJSCS - Données au 31 décembre 2016 ; DGCS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Hébergement social						252 947									
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	2 754	265	384	79	28	26 02%	193	558	77	176	340	151	333	170	42 131
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	2 721	280	425	110	50	11 02%	255	397	69	80	346	197	238	274	33 377
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	672	5	23	0	48	10 02%	41	316	45	0	62	16	116	0	33 340
Centres provisoires d'hébergement	60	0	0	0	0		0	0	0	0	60	0	0	0	1 817
Logement accompagné						68 12%									
Maisons relais - Pensions de famille	1 411	60	125	10	32	24 12%	154	202	110	222	178	55	192	71	14 034
Autres résidences Sociales	1 087	26	0	0	0	2 62%	56	239	247	11	22	230	9	247	93 455
FJT - Foyers de jeunes travailleurs *	3 624	235	272	213	306	31 72%	80	689	305	243	554	153	531	43	38 610
FTM - Foyers de travailleurs migrants *	653	0	0	0	0		0	653	0	0	0	0	0	0	45 752
Nombre de places d'hébergement **	3 426	270	407	79	76		234	874	122	176	402	167	449	170	75 494
dont urgence	908	56	85	9	46		75	416	45	7	71	34	54	10	34 826
dont stabilisation	382	26	32	5	0		15	98	8	29	0	26	135	8	7 835
dont insertion	2 136	188	290	65	30		144	360	69	140	331	107	260	152	32 833
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	1,2	1,6	1,4				1,6	1,9	1,2	1,4	1,6	1,3	1,5	1,2	2,3

* Conventionnés ou non en résidence sociale

** En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



LOGEMENT - HÉBERGEMENT : RECOURS AU DROIT AU LOGEMENT (DALO) EN 2016

Source : infocentre DALO (outil national du Ministère de la cohésion des territoires)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de recours "logement" reçus	2 332	25	86	30	1		13	1 514	99	11	465	5	70	13	85 304
Recours non examinés	36	0	0	0	1		0	1	22	0	9	3	0	0	438
Recours "logement" avec décision	2 296	25	86	30	0		13	1 513	77	11	456	2	70	13	84 866
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	640	15	14	9	0		9	365	42	1	128	1	49	7	25 562
Dont rejets (explicites)	1 339	5	53	17	0		1	952	21	6	270	1	10	3	52 882
Dont sans objet	196	4	12	4	0		3	104	9	3	52	0	3	2	4 523
Dont réorientation recours logement vers hébergement	121	1	7	0	0		0	92	5	1	6	0	8	1	1 899
Nombre de recours "hébergement" reçus	155	3	8	0	0		0	100	1	0	11	0	5	27	10 538
Recours non examinés	5	0	0	0	0		0	1	1	0	2	0	0	1	69
Recours "hébergement" avec décision	150	3	8	0	0		0	99	0	0	9	0	5	26	10 469
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	62	3	5	0	0		0	49	0	0	2	0	3	0	5 236
Dont rejets (explicites)	76	0	1	0	0		0	47	0	0	6	0	0	22	4 573
Dont sans objet	10	0	2	0	0		0	2	0	0	1	0	1	4	568
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	121	1	7	0	0		0	92	5	1	6	0	8	1	1 899
Nombre de recours reçus	2 487	28	94	30	1		13	1 614	100	11	476	5	75	40	95 842
Recours non examinés	41	0	0	0	1		0	2	23	0	11	3	0	1	507
Recours "hébergement" avec décision	2 446	28	94	30	0		13	1 612	77	11	465	2	75	39	95 335
Dont favorables	702	18	19	9	0		9	414	42	1	130	1	52	7	30 798
Dont rejets (explicites)	1 415	5	54	17	0		1	999	21	6	276	1	10	25	57 455
Dont sans objet	206	4	14	4	0		3	106	9	3	53	0	4	6	5 091



LOGEMENT - HÉBERGEMENT : PRÉCARITÉ-LOGEMENT

Sources : Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ; Ministère de la justice (SG/SDSE) - Répertoire général civil 2014 ; INSEE - Recensement de la population 2014 ; Banque de France - enquête typologique 2014

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Décisions d'expulsions locatives en 2015	8 861	574	945	332	85		498	3 076	558	441	841	415	605	491	129 031
Expulsions "fermes"	6 174	330	638	237	85		337	2 107	417	371	672	336	391	253	77 979
Expulsions "conditionnelles"	2 687	244	307	95	0		161	969	141	70	169	79	214	238	51 052
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	9,4	11,5	9,8	10,1	5,9		9,0	10,7	9,8	8,9	7,7	8,5	8,3	7,6	11,6
Dettes de surendettement relatives à des impayés d'énergie en 2016 *															
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	7 263	386	773	279	239		568	1 604	467	716	647	507	610	467	70 674
Proportion des dossiers avec impayés d'énergie **	41,8%	37,4%	41,1%	43,7%	48,7%		46,6%	36,4%	39,8%	49,4%	39,9%	49,5%	48,8%	39,4%	40,4%
Proportion des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes	1,3%	0,9%	1,0%	1,4%	2,0%		1,3%	0,9%	1,0%	1,7%	1,1%	1,7%	2,8%	1,2%	1,1%

* Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine

** Proportion des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement



Notes et définitions :

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale

Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles, habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale de l'État. Leur autorisation est délivrée par le préfet après validation de la commission d'appel à projet. Les CHRS ont pour mission d'héberger et d'accompagner des personnes ou des familles connaissant de graves difficultés, notamment économiques, familiales, de logement, de santé ou d'insertion, en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Une convention entre le CHRS et l'État précise les catégories de personnes accueillies et la nature des actions conduites en leur faveur.

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile

Les centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) sont des établissements sociaux relevant du Code de l'action sociale et des familles. Ils sont partie prenante du dispositif national d'accueil (DNA) des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les CADA assurent l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement social et administratif des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur

demande par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), puis de leur éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Les centres d'accueil non conventionnés

Les centres d'accueil non conventionnés sont des centres d'hébergement qui ne sont ni conventionnés au titre de l'aide sociale de l'État, ni conventionnés au titre de l'aide sociale départementale. Ils relèvent plutôt de l'initiative caritative, paroissiale, communale, etc. Ils bénéficient fréquemment d'une subvention au titre de l'Aide au Logement Temporaire (ALT).

Les centres provisoires d'hébergement

Les centres provisoires d'hébergement (CPH) sont des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) destinés spécifiquement aux réfugiés statutaires, c'est-à-dire dont le statut de réfugié a été reconnu par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les maisons relais

Les maisons relais constituent une modalité particulière de résidence sociale, destinée à l'accueil sans condition de durée des personnes dont la situation sociale et psychologique rend

difficile leur accès à un logement ordinaire. Elles accueillent ainsi des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme, mais sans relever de structures d'insertion de type CHRS. Les maisons relais proposent un logement durable. Leur conception en petites unités de 15 à 25 logements, alliant logements privatifs et espaces collectifs, avec la présence quotidienne d'un hôte ou d'un couple d'hôtes qui leur porte une attention personnalisée, vise à recréer un lien social, en même temps qu'elle offre un environnement sécurisant et chaleureux. Les résidences accueil constituent une formule de maisons relais dédiée aux personnes souffrant d'un handicap psychique, qui prévoit un partenariat formalisé avec des équipes de soins et d'accompagnement social et médico-social adapté.

Les résidences sociales

Les résidences sociales constituent une catégorie spécifique de logements-foyers destinés au logement collectif, à titre de résidence principale, de personnes dans des immeubles comportant à la fois des locaux privatifs meublés et des

locaux communs affectés à la vie collective. Les résidences sociales ont vocation à accueillir des publics très diversifiés parmi les personnes qui rencontrent des difficultés sociales et financières pour accéder à un logement décent et autonome : jeunes en insertion, personnes en formation professionnelle, femmes en difficulté, travailleurs immigrés, étudiants, etc. Elles peuvent être créées ex nihilo ou par transformation de foyers de jeunes travailleurs (FJT) ou de foyers de travailleurs migrants (FTM). La durée de séjour y est de 1 mois renouvelable sans limitation de durée, mais la vocation d'accueil temporaire est généralement rappelée dans le projet social (accueil variant entre 1 mois et 2 ans).

Foyer de jeunes travailleurs

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) ont pour mission d'accueillir des jeunes de 16 à 30 ans maximum, en stage, en apprentissage ou exerçant une activité professionnelle. Ils proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective.

Foyer de travailleurs migrants

Les foyers de travailleurs migrants ont pour mission d'accueillir des travailleurs migrants isolés.

Ces établissements proposent un hébergement à durée indéterminée comportant généralement des locaux privatifs meublés ou non et des locaux affectés à la vie collective. Ces personnes bénéficient automatiquement d'un contrat de séjour ou de sous-location.

Les foyers de travailleurs migrants ont été, de plus en plus fréquemment ces dernières années, transformés en résidences sociales.

Droit Au Logement Opposable (LOI DALO)

La loi désigne l'État comme le garant du droit au logement. La mise en œuvre de cette garantie s'appuie sur un recours amiable et un recours contentieux.

Logements sur-occupés

Le concept de sur-occupation repose sur la composition du ménage et le nombre de pièces du logement. Un logement est sur-occupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », fondée sur :

- une pièce de séjour pour le ménage,
- une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

- une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans ou plus, et pour les célibataires de moins de 19 ans,

- une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans,

- sinon, une pièce par enfant.

A l'inverse un logement est considéré en sous-occupation lorsqu'il y a au moins une pièce en plus par rapport à la norme d'occupation définie ci-dessus.

Par construction, les logements d'une pièce sont considérés comme sur-occupés.

Pour en savoir plus :

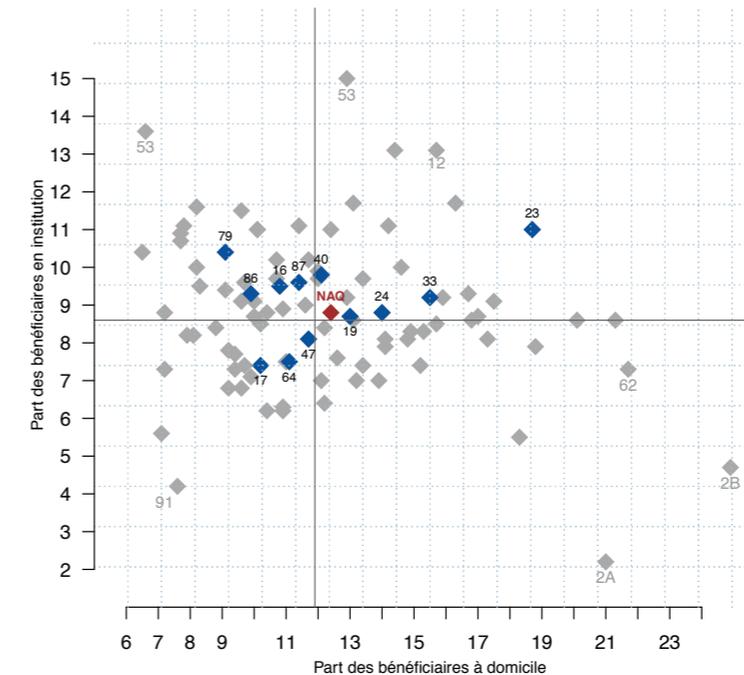
-<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/les-etablissements-et-services-en-faveur-des-enfants-et-adolescents-en>

-<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/documents-de-travail/serie-statistiques/article/les-etablissements-d-hebergement-pour-adultes-et-familles-en-difficulte-sociale-10443>

-<http://www.logement.gouv.fr>



PROPORTIONS DÉPARTEMENTALES DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APA À DOMICILE ET EN INSTITUTION PARMIS LES PERSONNES DE 75 ANS ET PLUS



Note de lecture :

En France métropolitaine 11,9% des personnes de 75 ans ou plus sont bénéficiaires de l'APA à domicile ; 8,6% bénéficient de l'APA en institution. Les valeurs respectives pour la Nouvelle-Aquitaine sont très proches, respectivement 12,4% et 8,8%.

Avec 18,7%, c'est dans le département de la Creuse que la proportion de personnes de 75 ans ou plus, bénéficiaires de l'APA à domicile est la plus élevée.

source : INSEE - Filosofi 2014



ALLOCATAIRES AAH, APA, PCH, ACTP, ET PERSONNES PRISES EN CHARGE PAR DES MANDATAIRES

Sources : DREES - Enquête sur les allocations du minimum vieillesse ; DREES - Enquête aide sociale ; DREES - Enquêtes auprès des caisses (CNAV, RSI, MSA, CDC, ENIM, SNCF, CAVIMAC) ; Estimation DREES ; INSEE, estimations de population

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31/12/2016	110 893	6 967	11 851	5 128	2 929		7 653	26 557	6 760	6 430	14 762	7 589	5 769	8 498	1 052 697
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans *	3,4%	3,6%	3,5%	3,9%	4,6%		3,5%	2,9%	3,0%	3,6%	4,0%	3,7%	2,4%	4,1%	2,9%
Bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31/12/2015	141 442	8 592	14 100	7 138	5 436		12 869	33 802	10 016	8 423	14 559	8 313	8 916	9 278	1 232 992
dont, personnes de 75 ans ou plus *	21,2%	20,3%	17,6%	21,7%	29,7%		22,8%	24,7%	21,9%	19,8%	18,6%	19,5%	19,2%	21,0%	20,5%
dont personnes de 75 ans ou plus, bénéficiaires de l'APA à domicile *	12,4%	10,8%	10,2%	13,0%	18,7%		14,0%	15,5%	12,1%	11,7%	11,1%	9,1%	9,9%	11,4%	11,9%
Allocataires PCH + ACTP au 31 décembre 2015 **	29 814	2 218	3 694	931	754		1 991	7 256	1 372	1 549	2 942	2 932	1 881	2 294	325 950
Nombre d'allocataires PCH + ACTP / 1 000 personnes	5,0	6,3	5,7	3,8	6,3		4,8	4,6	3,4	4,6	4,4	7,8	4,3	6,1	5,0
Nombre de prises en charge au 31 décembre 2016 ***	56 473	3 719	6 671	2 614	1 465		5 102	12 969	3 170	3 461	5 895	3 828	3 741	3 838	429 198
Personnes prises en charge par des mandataires individuels	17,5%	15,7%	11,8%	11,8%	11,5%		8,0%	32,0%	18,1%	6,8%	23,1%	4,9%	10,5%	19,6%	16,7%
Personnes prises en charge par des services mandataires	82,5%	84,3%	88,2%	88,2%	88,5%		92,0%	68,0%	81,9%	93,2%	76,9%	95,1%	89,5%	80,4%	83,3%

* Indicateurs sociaux départementaux

** PCH = Prestation de Compensation du Handicap ; ACTP = Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP). Les valeurs sont estimées pour le département de Corrèze et pour le total France métropolitaine.

*** Par des mandataires individuels et des services mandataires



BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE AU 31 DÉCEMBRE 2016

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale 2016 ; CNAF - CCMSA - DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Aide Sociale aux Personnes Agées *	154 227	9 797	15 653	8 419	5 823		14 067	34 650	11 431	9 319	16 538	8 768	9 988	9 774	1 386 564
dont Aide à domicile	84 043	4 861	8 458	4 787	3 373		8 105	20 532	5 848	5 054	9 215	3 892	4 884	5 034	743 237
dont Accueil en établissement	10 197	677	1 087	551	444		916	1 595	1 155	808	1 316	644	587	417	117 130
Aide Sociale aux Personnes Handicapées *	48 195	3 307	6 233	1 737	1 179		3 048	11 001	3 056	2 863	4 792	4 373	3 287	3 319	503 925
dont Aide à domicile **	31 905	2 217	4 216	924	759		1 986	7 572	1 713	1 916	3 085	3 189	2 097	2 231	346 656
dont Accueil en établissement **	13 299	929	1 585	717	348		929	2 613	1 272	686	1 380	1 045	879	916	121 092
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre d'enfants accueillis)	16 045	1 044	1 661	440	394		1 177	4 196	1 264	968	1 718	1 045	1 345	793	162 509
dont Enfants confiés à l'ASE	14 049	965	1 479	365	364		1 028	3 726	1 152	694	1 357	1 001	1 270	648	147 893
dont Placements directs	1 996	79	182	75	30		149	470	112	274	361	44	75	145	14 616
Total des bénéficiaires de l'aide sociale (hors aide sociale au titre de l'insertion)	218 467	14 148	23 547	10 596	7 396		18 292	49 847	15 751	13 150	23 048	14 186	14 620	13 886	2 052 998

* Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

** Les aides à domicile regroupent l'allocation compensatrice de tierce personne (ACTP) à domicile, la prestation de compensation du handicap (PCH) et les aides ménagères. Les aides à l'accueil regroupent l'ACTP en établissement, l'aide sociale à l'hébergement (ASH), l'accueil par des particuliers et l'accueil de jour.



DÉPENSES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE POUR L'ANNÉE 2015

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale (Les totaux pour les valeurs de France Métropolitaine sont estimés) ; CNAF - CCMSA - DARES ; INSEE

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes âgées	850 357	59 240	90 987	51 912	37 271		62 735	181 987	65 474	60 965	80 027	49 527	53 543	56 689	7 904 062
Dépenses brutes totales d'Allocation Personnalisée d'Autonomie *	629 451	43 396	64 472	35 857	27 979		50 206	136 920	44 369	41 773	64 120	41 107	34 287	44 965	5 440 446
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux personnes handicapées **	767 988	47 319	92 559	43 837	22 242		41 940	205 553	40 089	44 372	78 101	47 712	41 119	63 145	7 563 577
Dépenses brutes totales d'aide sociale aux familles et à l'Enfance	645 613	36 597	59 432	16 899	13 206		41 651	192 438	41 799	45 999	79 188	39 232	43 041	36 131	7 492 978
DBT liées au RSA, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental ***	861 596	68 980	105 062	19 201	15 727		59 780	229 689	47 359	57 566	88 064	43 016	70 925	56 227	10 209 267
Autres dépenses de l'aide sociale - Total brut ****	280 653	4 860	29 102	14 184	9 048		26 521	69 771	18 648	14 788	29 665	19 241	24 010	20 815	3 283 430
Dépenses totales nettes d'aide sociale *****	3 158 598	200 328	341 260	129 715	87 316		224 929	820 614	196 868	204 473	336 715	192 669	209 050	214 661	34 274 384
Dépenses nettes d'aide sociale (en euros par habitant) *****	533	565	531	539	731		548	527	485	612	501	514	477	571	526

* Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA

** Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées

*** DBT = Dépenses brutes totales

**** Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel

***** Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA et de la TICPE. Les chiffres donnés ici comprennent les frais communs et dépenses de personnel

***** Dépenses totales nettes des récupérations et recouvrements, y compris les dépenses de personnel, des services communs et autres interventions



Notes et définitions :

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH)

Instituée en 1975, l'AAH s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse, ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80% ou d'au moins 50% si la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

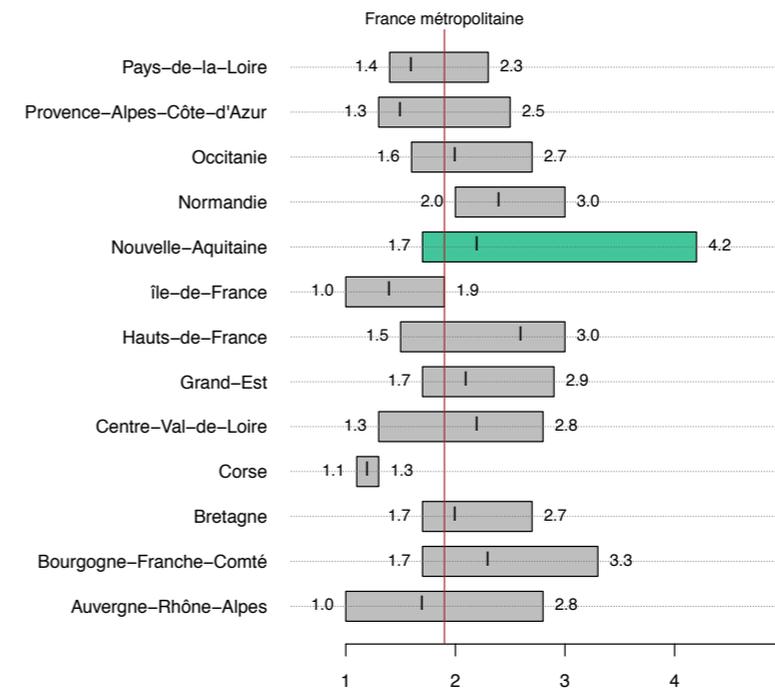
Mise en place en 2002, l'APA est versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille Autonomie gérontologique groupe iso-ressources (AGGIR), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

Pour en savoir plus : <http://www.sante.gouv.fr>





Mesures de placement et d'action éducative pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans



source : DREES, FINESS ; DR(D)JSCS ; INSEE, Estimation de population au 01/01/2016

Note de lecture :

Au 31 décembre 2016 en Nouvelle-Aquitaine, 2,2% des jeunes âgés de moins de 21 ans bénéficiaient d'une mesure de placement et d'action éducative.

Avec 1,7%, c'est la Charente-Maritime qui enregistrait la proportion la plus réduite ; à l'opposé du département de la Creuse qui comptabilisait 4,2% de jeunes dans cette situation.

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Sources : DREES - FINESS ; DRDJSCS ; INSEE - Estimation de population au 1^{er} janvier 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Places dans les établissements de la protection de l'enfance au 31/12/2016															
Établissements d'accueil mère-enfant	273	10	0	0	0		0	109	64	18	20	9	20	23	4 963
Pouponnières à caractère social	12	0	0	0	0		0	0	0	12	0	0	0	0	869
Foyers de l'enfance	872	52	121	30	30		62	271	44	48	36	83	58	37	10 596
Maisons d'enfants à caractère social (MECS)	4 309	200	317	123	23		596	1 005	179	494	790	151	247	184	45 470
Structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	217
Lieux de vie et d'accueil	725	36	74	3	66		30	66	42	87	50	131	85	55	2 635
Villages d'enfants	48	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	48	0	1 375
Taux d'équipement *	4,7	3,9	3,8	3,2	5,4		8,4	3,9	3,8	9,1	6,1	4,2	4,4	3,7	4,2
Aide sociale à l'enfance (ASE) au 31 décembre 2016															
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance	14 049	965	1 479	365	364		1 028	3 726	1 152	694	1 357	1 001	1 270	648	147 893
Nombre de placements directs par un juge	1 996	79	182	75	30		149	470	112	274	361	44	75	145	14 616
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED)	4 951	371	250	237	134		286	1 547	416	126	394	559	357	274	49 452
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	10 907	457	745	383	347		718	3 382	740	912	1 439	419	696	669	108 099
Taux de mesures ASE (mesures de placements et actions éducatives) **	2,2	2,3	1,7	2,3	4,2		2,3	2,2	2,7	2,5	2,4	2,1	1,9	1,9	1,9

* Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans

** Nombre de mesures de placements et d'actions éducatives au 31/12/2015 pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans

PLACES D'ACCUEIL DES ENFANTS D'ÂGE PRÉ-SCOLAIRE, AGRÉÉES PAR LA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE (PMI)

Sources : DREES - Enquête Aide Sociale 2015 (volet PMI) ; DREES - Statistiques départementales des conseils départementaux ; IRCEM

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Places agréées en accueil collectif au 31 décembre 2015	23 845	1 177	1 956	873	304		1 238	7 995	1 178	1 493	3 362	1 153	1 502	1 614	369 725
Crèches collectives (y compris parentales)	1 276	0	54	92	0		0	952	0	68	0	110	0	0	82 977
Haltes garderies	921	126	185	12	14		0	279	71	115	0	89	30	0	19 952
Jardins d'enfants	100	0	0	0	0		0	0	16	0	70	14	0	0	8 326
Jardins d'éveil	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	84
Multi-accueil	21 548	1 051	1 717	769	290		1 238	6 764	1 091	1 310	3 292	940	1 472	1 614	258 386
Taux d'équipement en accueil collectif *	138,3	116,4	114,8	143,5	114,9		121,1	158,9	103,4	152,3	177,8	101,7	111,1	146,8	170,3
Places agréées en crèche familiale au 31 décembre 2015**															
Places	4 283	368	208	232	27		156	2 005	207	145	622	30	153	130	47 650
Enfants inscrits															69 659
Personnes salariées employées par des particuliers (au 2nd trimestre 2015)															
Assistantes maternelles	27 037	1 572	3 178	839	451		1 391	7 573	1 770	1 172	2 503	2 353	2 572	1 663	309 624
Garde d'enfants à domicile	3 692	153	318	92	34		172	1 525	213	115	360	219	302	189	73 138

* Nombre de places agréées par la PMI pour 1000 enfants nés au cours des 3 dernières années

** L'accueil familial est le regroupement régulier d'assistantes maternelles - qui accueillent chez elles de jeunes enfants -, auprès d'une structure gérée par un professionnel de la petite enfance



Notes et définitions :

L'aide sociale à l'enfance

L'aide sociale à l'enfance est, depuis les Lois de décentralisation de 1983, un service du Département, placé sous l'autorité du président du Conseil départemental et dont la mission essentielle est de venir en aide aux enfants et à leur famille par des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance.

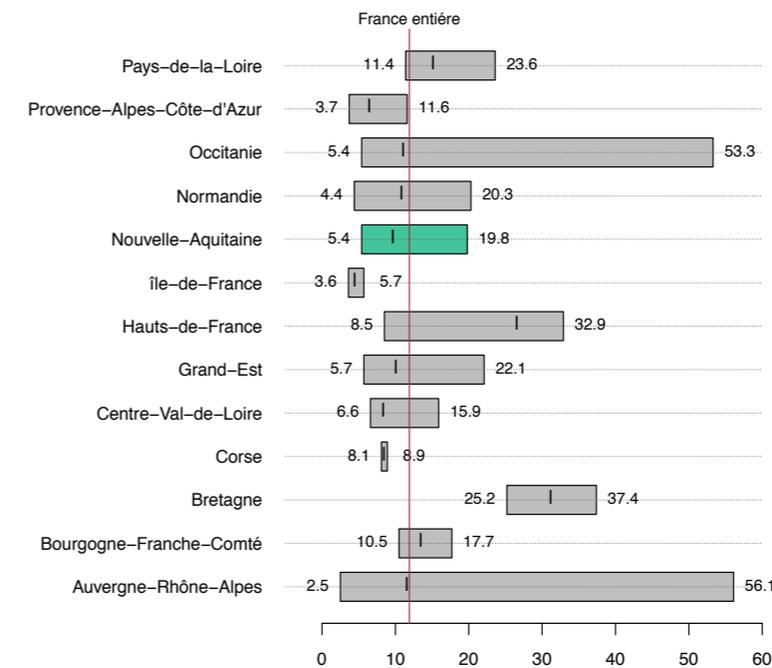
Lorsqu'un mineur ne peut être maintenu dans sa famille, l'aide sociale à l'enfance est chargée de répondre à l'ensemble de ses besoins. Il est alors accueilli soit dans une famille d'accueil agréée, soit dans un lieu de vie et d'accueil (LVA), soit dans un établissement d'enfants à caractère social.

Pour en savoir plus :
<http://www.drees.sante:gouv.fr>





Taux de scolarisation des enfants de deux ans à la rentrée 2016-2017



source: DREES ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat

Note de lecture :

En France (France métropolitaine et départements d'outre-mer), 11,9% des enfants âgés de 2 ans sont scolarisés. Ils ne sont que 9,7% dans ce cas en Nouvelle-Aquitaine.

Avec 5,4%, la Gironde présente le taux minimal des départements de la région ; le maxima étant atteint par le département de la Corrèze avec 19,8%.

Les écarts entre les taux départementaux sont particulièrement élevés dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie.

CLASSES D'ÂGE ET COHABITATION FAMILIALE

Sources : INSEE - Estimations de population au 1er janvier 2016 (résultats provisoires arrêtés fin 2017) ; INSEE - RP2014 exploitation complémentaire

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Garçons (moins de 25 ans)	828 350	47 289	84 532	31 377	13 821		50 313	240 085	53 464	44 497	91 955	53 318	65 875	51 824	9 878 357
dont moins de 15 ans	498 302	29 223	50 872	18 653	8 390		31 369	138 978	34 251	27 947	55 333	34 423	38 279	30 584	6 013 914
dont moins de 20 ans	642 044	36 248	65 476	23 740	10 568		39 933	182 915	42 543	35 469	71 017	42 679	51 125	40 331	7 660 924
dont 15 - 24 ans	330 048	18 066	33 660	12 724	5 431		18 944	101 107	19 213	16 550	36 622	18 895	27 596	21 240	3 864 443
Filles (moins de 25 ans)	791 702	43 759	78 991	28 485	12 683		47 164	235 739	50 144	42 383	86 717	50 210	64 568	50 859	9 473 134
dont moins de 15 ans	475 065	27 284	48 742	17 808	8 013		29 941	132 641	32 348	26 676	52 873	32 837	36 597	29 305	5 749 176
dont moins de 20 ans	673 966	39 221	69 346	25 483	11 361		42 130	189 614	45 089	37 211	75 039	45 407	52 546	41 519	8 022 087
dont 15 - 24 ans	316 637	16 475	30 249	10 677	4 670		17 223	103 098	17 796	15 707	33 844	17 373	27 971	21 554	3 723 958
Proportion des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale	27,3%	25,8%	25,4%	24,7%	22,1%		23,5%	30,3%	25,5%	26,1%	26,6%	27,6%	29,9%	27,4%	30,0%
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2014															
Proportion des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	37,9%	40,0%	38,7%	41,8%	41,8%		43,9%	35,4%	44,5%	44,7%	45,5%	38,4%	27,3%	32,5%	46,0%
dont garçons de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	45,5%	49,2%	46,3%	49,8%	49,8%		52,5%	42,2%	52,2%	53,4%	52,0%	48,8%	34,2%	39,3%	53,5%
dont filles de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	30,3%	30,5%	30,8%	32,9%	31,9%		34,8%	29,1%	36,3%	35,4%	38,6%	27,7%	20,7%	25,8%	38,7%



FORMATION ET ACTIVITÉ

Sources : INSEE - Recensement de la population 2014 ; DARES - Extrapro (base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation ; calculs DARES)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Formation et activité des filles en 2014															
Filles de 15 à 19 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	81,4%	79,2%	78,0%	81,1%	78,4%		79,3%	82,1%	82,2%	80,0%	85,2%	80,1%	82,2%	82,1%	82,3%
Filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,0%	9,3%	10,3%	11,1%	9,4%		10,0%	8,6%	7,4%	8,9%	7,5%	10,4%	9,2%	8,6%	8,6%
Filles de 20 à 24 ans élèves, étudiantes ou stagiaires	28,9%	16,5%	22,5%	17,9%	14,0%		14,9%	39,0%	14,1%	17,4%	28,4%	13,0%	36,5%	34,8%	29,1%
Filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	46,4%	52,3%	49,2%	55,3%	56,8%		50,3%	40,5%	53,0%	51,1%	48,5%	58,1%	43,2%	44,0%	46,8%
Formation et activité des garçons en 2014															
Garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	73,5%	70,1%	69,3%	71,7%	69,8%		69,4%	76,0%	74,7%	71,3%	77,1%	69,1%	74,7%	76,3%	75,0%
Garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	16,0%	18,5%	19,1%	19,2%	18,4%		18,8%	13,0%	15,1%	17,5%	14,6%	21,3%	16,1%	13,5%	14,3%
Garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,1%	11,6%	19,8%	13,5%	11,8%		9,9%	32,4%	10,6%	11,2%	22,6%	9,4%	31,8%	29,9%	24,3%
Garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	53,0%	62,3%	54,1%	63,3%	61,1%		58,0%	46,3%	61,0%	59,8%	55,5%	64,7%	47,1%	47,5%	51,5%
Contrats d'apprentissage, de professionnalisation, et contrats aidés en 2016															
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	25 086	1 564	3 022	983	332		1 858	6 264	1 360	1 479	2 638	2 119	2 143	1 324	283 081
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	10 113	340	878	261	88		412	4 099	534	472	1 213	767	524	527	144 951
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en CUI-CAE *	2 872	169	242	73	35		208	932	191	299	311	87	210	115	31 200
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en CUI-CIE **	1 445	89	94	39	24		113	441	107	160	171	52	65	90	20 266
Emplois d'avenir marchands	1 426	108	156	42	31		92	465	73	86	130	58	89	96	13 512
Emplois d'avenir non marchands ***	3 429	308	387	131	92		308	749	194	283	218	187	281	291	32 553
Taux d'insertion dans l'emploi en 2015 ****															
Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de CUI-CIE	55,7%	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de CUI-CAE	29,2%	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

* CUI-CAE (Contrat Unique d'Insertion et Contrat d'Accompagnement dans l'emploi) : Entrées initiales en contrat aidé

** CUI-CIE (Contrat Unique d'Insertion et Contrat Initiative Emploi) : Entrées initiales en contrat aidé

*** Inclut les emplois d'avenir professeurs

**** Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale



SCOLARITÉS

Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux ; MENESR-DEPP - système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Retards de scolarité															
Jeunes de 17 ans en difficultés scolaires *	9,1%	12,4%	8,9%	8,9%	10,4%		8,7%	8,6%	7,8%	10,8%	7,5%	11,2%	9,5%	9,1%	8,7%
Jeunes non diplômés parmi les 20-24 ans **	17,6%	19,2%	18,2%	17,0%	18,6%		19,4%	17,6%	16,9%	21,1%	14,0%	16,5%	16,4%	19,5%	19,4%
Part des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans **	39,9%	34,2%	35,0%	36,1%	32,7%		31,1%	45,2%	36,0%	32,0%	45,4%	37,1%	42,0%	41,1%	43,7%
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2016-2017)	1,1%	1,6%	1,3%	1,5%	1,1%		0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%	1,1%	1,8%	1,2%
Élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard à la rentrée 2016	8,5%	10,4%	8,3%	7,8%	11,5%		9,2%	7,7%	8,1%	8,9%	8,0%	9,7%	8,6%	9,4%	9,3%
Élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2015 ***															
Ensemble des établissements	76,2%	74,9%	78,9%	67,7%	71,4%		77,5%	75,8%	80,3%	73,4%	76,5%	77,1%	77,1%	75,1%	66,9%
Établissements en ZUS	63,7%	58,9%	53,9%	0,0%	0,0%		0,0%	64,6%	82,1%	69,0%	61,7%	73,9%	60,7%	0,0%	45,7%
Établissements hors ZUS	76,8%	77,0%	79,5%	67,7%	71,4%		77,5%	76,8%	80,3%	73,4%	77,0%	77,3%	78,6%	75,1%	68,4%
Taux de scolarisation des enfants de deux ans lors de la rentrée 2016 ***	9,7%	15,9%	7,0%	19,8%	19,5%		17,1%	5,4%	8,5%	14,5%	12,5%	10,3%	7,1%	7,6%	nd

* Jeunes de 17 ans avec de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2016

** Part des jeunes non inscrits en établissement scolaire en 2014 selon la classe d'âge

*** Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS SANS HÉBERGEMENT

Source : DJEPVA - Fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs), estimations au 1er novembre 2017, traitement INJEP-MEOS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Lieux d'accueils ayant au moins une période d'activité dans l'année *	3 648	154	424	95	51		327	988	372	232	311	285	281	128	35 927
Nombre de lieux d'accueils de loisirs	3 635	151	423	93	51		325	988	372	231	311	281	281	128	35 712
Nombre de lieux d'accueils de jeunes	31	10	2	2	0		4	1	0	1	2	8	0	1	526
Nombre de lieux d'accueils															
le mercredi	87	17	1	1	5		8	20	11	6	3	15	0	0	3 670
le samedi	254	19	58	4	2		6	74	22	4	29	12	15	9	2 557
en périscolaire	3 262	132	391	81	40		298	886	346	218	273	243	247	107	29 226
un autre jour de la semaine	188	22	32	5	2		3	54	6	9	19	18	13	5	1 745
au cours des congés scolaires de la Toussaint	1 488	83	184	55	27		94	423	101	74	151	98	123	75	15 858
au cours des congés scolaires de Noël	803	56	81	37	18		46	261	23	40	65	42	93	41	9 160
au cours des congés scolaires d'hiver	1 501	81	179	57	28		95	435	101	72	155	101	118	79	16 151
au cours des congés scolaires de printemps	1 514	83	181	57	31		90	432	107	76	156	102	120	79	16 199
au cours du mois de juillet	1 581	82	190	57	28		99	449	112	76	164	118	131	75	17 491
au cours du mois d'août	1 321	69	162	51	27		93	346	94	69	137	89	119	65	12 858
Nombre de places ouvertes															
le mercredi	3 397	435	12	40	134		327	1 326	258	304	196	365	0	0	163 073
le samedi	6 776	672	1 440	62	74		130	2 338	481	104	798	240	265	172	76 563
en périscolaire	304 843	11 259	36 416	10 023	4 315		23 117	99 832	30 369	16 853	28 055	14 423	18 794	11 387	3 049 856
un autre jour de la semaine	4 990	537	928	132	35		36	1 648	151	270	502	376	277	98	52 917
au cours des congés scolaires de la Toussaint	70 327	3 541	7 635	2 568	847		3 780	22 593	4 679	3 985	8 411	3 632	4 789	3 867	828 937
au cours des congés scolaires de Noël	36 177	2 023	3 236	1 552	479		1 791	13 656	996	1 953	3 597	1 588	3 135	2 171	484 296
au cours des congés scolaires d'hiver	70 440	3 442	7 525	2 525	920		3 838	22 349	4 700	3 911	8 608	3 820	4 661	4 141	826 738
au cours des congés scolaires de printemps	70 073	3 491	7 604	2 486	925		3 529	21 884	4 910	4 001	8 683	3 677	4 635	4 248	825 346
au cours du mois de juillet	94 945	4 708	10 234	3 249	1 207		4 874	28 145	7 305	5 295	11 749	6 369	6 517	5 293	1 149 238
au cours du mois d'août	73 379	3 405	8 324	2 517	1 029		4 016	20 610	5 545	4 644	9 429	4 173	5 436	4 251	760 471

* Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.



ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS SANS HÉBERGEMENT SELON LA TRANCHE D'ÂGE

Source : DJEPVA - Fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs), estimations au 1er novembre 2017, traitement INJEP-MEOS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre de places ouvertes pour enfants de moins de 6 ans															
le mercredi	937	50	0	0	8		123	581	48	47	40	40	0	0	47 612
le samedi	307	45	170	0	0		0	40	14	0	38	0	0	0	3 854
en périscolaire	104 950	3 667	12 532	3 031	1 628		7 639	32 934	11 358	6 190	10 267	5 100	6 794	3 810	1 112 641
un autre jour de la semaine	376	89	127	4	0		8	74	0	66	0	8	0	0	5 671
au cours des congés scolaires de la Toussaint	23 713	1 163	2 579	960	232		1 331	7 510	1 705	1 426	2 806	1 162	1 580	1 259	283 597
au cours des congés scolaires de Noël	12 627	618	1 105	600	150		719	4 906	319	725	1 184	545	1 027	729	167 012
au cours des congés scolaires d'hiver	23 716	1 153	2 455	909	270		1 303	7 630	1 646	1 425	2 799	1 239	1 583	1 304	282 445
au cours des congés scolaires de printemps	23 751	1 162	2 543	921	283		1 283	7 446	1 707	1 444	2 854	1 192	1 560	1 356	284 124
au cours du mois de juillet	31 040	1 543	3 294	1 141	344		1 597	9 364	2 568	1 859	3 592	2 107	2 014	1 617	375 957
au cours du mois d'août	24 657	1 202	2 740	937	300		1 374	6 951	1 980	1 632	3 034	1 382	1 785	1 340	256 726
Nombre de places ouvertes pour enfants de 6 à 11 ans															
le mercredi	1 575	137	0	0	53		177	740	82	179	108	99	0	0	75 026
le samedi	2 387	359	461	18	30		37	884	184	12	230	38	98	36	22 899
en périscolaire	190 088	6 971	22 628	6 811	2 606		15 173	63 740	18 397	10 268	16 434	9 059	10 986	7 015	1 851 773
un autre jour de la semaine	1 611	189	380	52	14		28	542	69	96	78	68	95	0	15 832
au cours des congés scolaires de la Toussaint	34 877	1 679	3 841	1 340	472		1 996	11 544	2 222	1 837	4 098	1 788	2 170	1 890	416 015
au cours des congés scolaires de Noël	17 438	928	1 577	829	256		879	6 708	475	852	1 725	803	1 357	1 049	234 849
au cours des congés scolaires d'hiver	34 607	1 599	3 822	1 308	497		2 029	11 059	2 258	1 834	4 150	1 916	2 107	2 028	410 759
au cours des congés scolaires de printemps (enfants de 6 à 13 ans)	37 620	1 810	4 040	1 373	539		1 959	11 634	2 601	2 100	4 744	2 068	2 419	2 333	438 351
au cours du mois de juillet (enfants de 6 à 13 ans)	53 251	2 598	5 707	1 791	706		2 770	15 663	3 978	2 869	6 792	3 696	3 639	3 042	650 491
au cours du mois d'août (enfants de 6 à 13 ans)	40 694	1 857	4 601	1 372	608		2 268	11 353	3 010	2 474	5 330	2 416	2 967	2 438	420 869
Nombre de places ouvertes pour jeunes de 12 à 17 ans															
le mercredi	885	248	12	40	73		27	5	128	78	48	226	0	0	40 435
le samedi	4 082	268	809	44	44		93	1 414	283	92	530	202	167	136	49 810
en périscolaire	9 805	621	1 256	181	81		305	3 158	614	395	1 354	264	1 014	562	85 442
un autre jour de la semaine	3 003	259	421	76	21		0	1 032	82	108	424	300	182	98	31 414
au cours des congés scolaires de la Toussaint	11 737	699	1 215	268	143		453	3 539	752	722	1 507	682	1 039	718	129 325
au cours des congés scolaires de Noël	6 112	477	554	123	73		193	2 042	202	376	688	240	751	393	82 435
au cours des congés scolaires d'hiver	12 117	690	1 248	308	153		506	3 660	796	652	1 659	665	971	809	133 534
au cours des congés scolaires de printemps (jeunes de 14 à 17 ans)	8 702	519	1 021	192	103		287	2 804	602	457	1 085	417	656	559	102 871
au cours du mois de juillet (jeunes de 14 à 17 ans)	10 654	567	1 233	317	157		507	3 118	759	567	1 365	566	864	634	122 790
au cours du mois d'août (jeunes de 14 à 17 ans)	8 028	346	983	208	121		374	2 306	555	538	1 065	375	684	473	69 765

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS AVEC HÉBERGEMENT (SÉJOURS ET NOMBRE DE JOURNÉES)

Sources : DJEPVA - Fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs), données estimées à partir des déclarations de séjours, estimations au 1er novembre 2017, traitement INJEP-MEOS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Ensemble des séjours *	6 533	203	812	307	75		335	1 193	933	332	862	396	743	342	51 134
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	3 957	102	582	188	51		178	816	691	138	490	222	341	158	30 990
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	3 101	48	443	142	42		135	637	601	112	408	135	261	137	21 979
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	539	5	56	6	6		24	52	70	17	92	36	162	13	3 677
Séjours spécifiques **	457	7	45	37	5		21	120	73	19	61	20	31	18	3 241
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	295	6	32	18	4		12	80	63	16	32	13	15	4	3 216
Séjours "activité accessoire" (mini-séjours) ***	2 436	143	268	122	22		155	384	189	184	301	205	289	174	21 147
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	561	48	107	28	5		31	99	27	10	50	74	65	17	5 705
Nombre de journées	41 859	1 135	5 919	2 015	585		2 214	7 930	6 740	1 965	5 593	2 028	3 717	2 018	312 248
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	29 483	565	4 430	1 421	474		1 536	5 729	5 458	1 271	3 939	1 090	2 163	1 407	199 885
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	1 755	17	203	18	18		80	171	231	57	320	119	483	38	11 587
Séjours spécifiques **	2 696	39	302	188	25		110	734	479	121	368	88	174	68	19 586
Séjours "activité accessoire" (mini-séjours) ***	7 925	514	984	388	68		488	1 296	572	516	966	731	897	505	71 496
Nombre de journées Enfants ****	1 386 310	25 843	176 867	61 500	20 546		73 262	297 002	251 563	68 207	173 137	49 141	121 630	67 612	9 933 864
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	1 138 106	16 142	147 197	49 035	18 725		59 608	247 856	227 708	54 937	142 385	32 314	87 591	54 608	7 399 250
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	32 805	267	3 052	258	227		1 805	3 047	4 039	1 080	4 930	2 032	11 274	794	231 256
Séjours spécifiques **	88 086	1 626	11 192	6 271	471		3 418	26 445	10 650	3 937	10 338	1 688	9 885	2 165	583 890
Séjours "activité accessoire" (mini-séjours) ***	127 313	7 808	15 426	5 936	1 123		8 431	19 654	9 166	8 253	15 484	13 107	12 880	10 045	1 270 794

* Un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe dans l'année. Le nombre de journées correspond à la somme des durées des séjours.

** Séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles

*** Les séjours «activité accessoire» aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée de ces séjours ne peut dépasser cinq jours

**** Une journée enfant correspond à l'accueil d'un enfant pendant une journée. Un séjour de 10 jours accueillant 12 enfants correspond à un volume d'activité de 120 journées enfants.

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS AVEC HÉBERGEMENT (NOMBRE DE DÉPARTS DE MINEURS EN SÉJOURS)

Sources : DJEPVA - Fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs), données estimées à partir des déclarations de séjours, estimations au 1er novembre 2017, traitement INJEP-MEOS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Effectifs de départs de mineurs *	175 282	3 873	19 279	7 664	2 064		8 510	37 459	30 318	8 396	20 412	8 453	19 338	9 516	1 338 508
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	111 339	1 228	12 858	4 646	1 534		4 731	26 389	24 195	4 590	12 376	3 840	9 812	5 140	751 434
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	10 408	76	844	86	75		525	894	1 367	318	1 484	627	3 840	272	75 071
Séjours spécifiques **	14 519	340	1 332	1 126	102		648	4 456	1 664	627	1 752	408	1 447	617	94 086
Séjours "activité accessoire" (mini-séjours) ***	39 016	2 229	4 245	1 806	353		2 606	5 720	3 092	2 861	4 800	3 578	4 239	3 487	377 294
Effectifs de départs de mineurs de moins de 6 ans *	5 441	227	556	291	27		289	1 112	593	382	458	400	572	534	54 525
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	915	32	139	51	0		4	445	58	0	49	17	118	2	12 732
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	252	0	36	0	0		0	24	89	24	26	40	13	0	3 044
Séjours spécifiques **	0	0	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	9
Séjours "activité accessoire" (mini-séjours) ***	4 274	195	381	240	27		285	643	446	358	383	343	441	532	35 408
Effectifs de départs de mineurs de moins de 6 à 11 ans *	nd	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Effectifs de départs de mineurs de moins de 12 à 17 ans *	nd	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

* Un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe dans l'année. Le nombre de journées correspond à la somme des durées des séjours.

** Séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles

*** Les séjours «activité accessoire» aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes, sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée de ces séjours ne peut dépasser cinq jours

**** Une journée enfant correspond à l'accueil d'un enfant pendant une journée. Un séjour de 10 jours accueillant 12 enfants correspond à un volume d'activité de 120 journées enfants.

FONDS D'AIDE À LA JEUNESSE, SERVICE CIVIQUE, MISSIONS LOCALES

Sources : DREES - Enquête FAJ 2015 ; DARES - Parcours 3 ; DJEPVA - Agence du service civique (Base ELISA - ASP, traitements INJEP, MEOS)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2015															
Budget FAJ	3 537 424 €	378 837 €	428 926 €	131 623 €	55 000 €		186 000 €	680 000 €	221 347 €	203 166 €	506 374 €	197 023 €	253 300 €	295 827 €	nd
Montant des aides individuelles attribuées	2 376 434 €	230 866 €	230 384 €	33 718 €	32 951 €		93 914 €	580 800 €	196 993 €	113 447 €	493 638 €	71 678 €	127 703 €	170 341 €	nd
Nombre d'aides individuelles attribuées *	15 884	4 971	882	85	231		590	2 349	599	687	2 440	657	947	1 446	nd
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée	150 €	46 €	261 €	397 €	143 €		159 €	247 €	329 €	165 €	202 €	109 €	135 €	118 €	nd
Nombre de bénéficiaires du FAJ	nd	1 260	607	nd	153		nd	1 687	566	389	1 316	608	593	1 438	nd
Entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique **	5 968	434	540	210	133		407	1 582	324	324	613	325	631	445	57 396
Jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales ***	42 858	2 149	4 412	1 915	540		3 018	11 864	2 331	2 481	3 855	2 664	3 031	1 973	407 539
Taux de premier recours à une Mission Locale (en %) ****	6,4	6,5	7,1	8,6	5,5		8,6	5,8	6,5	8,0	5,6	7,8	5,5	4,7	5,4

* Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

** Départements de résidence des volontaires, et non des territoires de leur mission, contrairement aux données figurant dans le précédent Panorama Statistique

*** Données provisoires à fin décembre 2016. Les permanences d'accueils, d'information et d'orientation (PAIO) ont été transférées aux missions locales en 2014

**** Proportion des jeunes 16 - 25 ans accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO



Notes et définitions :

Les accueils de loisirs et accueils de jeunes

Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.

Comme les années précédentes, les données proposées cette année ont été estimées à partir des différents lieux d'accueils recensés.

Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée.

Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils. La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Depuis le printemps 2017, les effectifs de places ouvertes font référence aux tranches d'âge 6-13 ans et 14-17 ans et non plus aux tranches d'âge 6-11 ans et 12-17 ans (rupture de série).

Pour en savoir plus : <http://www.jeunes.gouv.fr>

Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM), exercées durant les périodes hors scolaires (code de l'action sociale et des familles - articles L.227-1 à L.227-12). À ce titre, il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les séjours sont ceux organisés hors du temps scolaire. Les séjours dans une famille et les séjours organisés dans le cadre des accueils de scoutisme ne font pas partie du champ.

Les données statistiques présentées dans le tableau ne concernent que les séjours avec hébergement accueillant au moins 7 mineurs. Par ailleurs, il distingue les séjours accessoires (liés aux accueils de loisirs ou de jeunes) des autres types de séjours.

Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours accessoires font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent en France et à proximité de l'accueil principal (à moins de deux heures de route). La durée de ces séjours ne peut excéder cinq jours.

Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs,

linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Depuis le printemps 2017, les effectifs de places ouvertes font référence aux tranches d'âge 6-13 ans et 14-17 ans et non plus aux tranches d'âge 6-11 ans et 12-17 ans (rupture de série).

Pour en savoir plus : <http://www.jeunes.gouv.fr>

Consommations de produits psycho-actifs des jeunes français

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un organisme public chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac et aux jeux de hasard et d'argent en France.

L'enquête déclarative ESCAPAD, sous la forme d'un questionnaire proposé à l'ensemble des jeunes présents lors de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), est mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national. Elle renseigne sur les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits et de modalités de consommation.

Pour en savoir plus : <http://www.ofdt.fr>

Le Service Civique

Le service civique est un dispositif d'encouragement à l'engagement de citoyenneté et de soutien public

à celle-ci. Il est entré en vigueur en 2010 et a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et de favoriser la mixité sociale. Il offre la possibilité aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission d'intérêt général dans neuf domaines différents, reconnus prioritaires pour la Nation : éducation, solidarité, santé, culture et loisirs, environnement, développement international et humanitaire, mémoire et citoyenneté, sports, intervention d'urgence en cas de crise. Depuis août 2015, le service civique est élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

L'engagement associatif des jeunes peut prendre plusieurs formes, dont l'engagement de service civique, ou le volontariat associatif :

-« **L'engagement de service civique** » : d'une durée de six à douze mois destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap, depuis août 2015), principalement financé par l'État ;

-« **Le volontariat associatif** » également dénommé «volontariat associatif» : d'une durée pouvant atteindre deux ans, il est ouvert à partir de l'âge de 26 ans et sans limite au-delà.

Ces deux formes sont ouvertes à tous les Européens communautaires. Elles le sont également aux Européens non communautaires et aux non-Européens possédant un titre de séjour en situation de séjour régulier en France depuis au moins un an.

Les associations et les collectivités locales ainsi que divers secteurs d'actions d'intérêt général, tels que les services d'incendie et de secours, sont les principaux organismes et secteurs d'accueil pouvant mettre en œuvre le Service civique. Les structures d'accueil doivent demander un agrément délivré par les pouvoirs publics et qui fait l'objet d'une évaluation et d'un renouvellement périodique.

Les missions locales pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. Cette structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations.

Jeunesse en action

Le Programme européen jeunesse en action (PEJA) s'adresse à tous les jeunes de 13 à 30 ans, sans condition de formation ou de qualification. Il permet d'acquérir des compétences reconnues par un certificat individuel de participation (« Youthpass »).

Toutes les activités doivent se dérouler en dehors du cadre scolaire ou universitaire, de la formation professionnelle ou du monde du travail. Les principaux objectifs du PEJA sont :

- promouvoir la citoyenneté des jeunes et en particulier leur citoyenneté européenne

- développer la solidarité et la tolérance chez les jeunes en vue de renforcer la cohésion sociale au sein de l'Union Européenne

- favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse

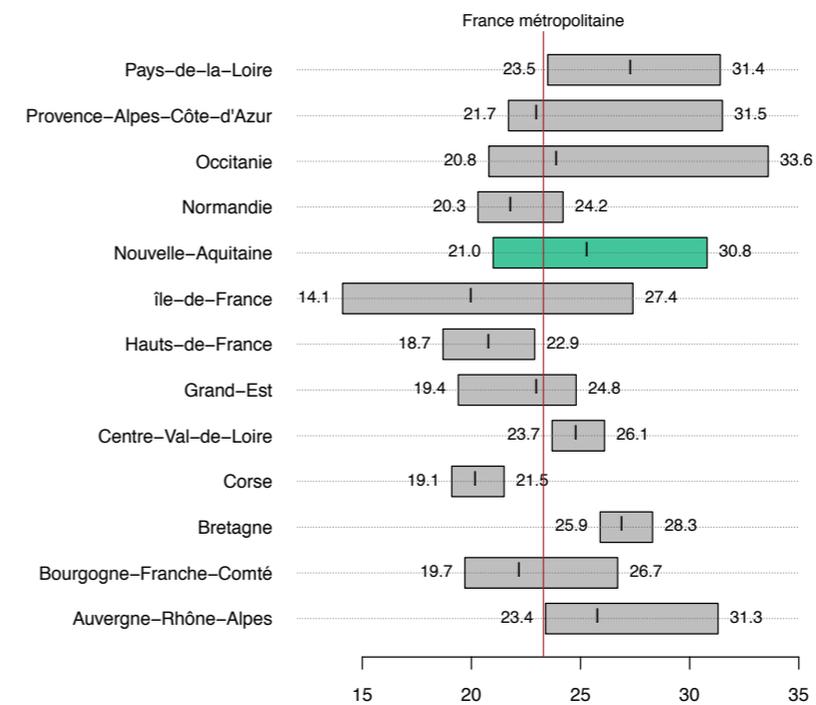
L'agence française du programme (AFPEJA) est responsable du cycle de vie complet des projets sélectionnés, depuis l'analyse de la demande de subventions jusqu'à la surveillance des projets sur place.

Un réseau de correspondants régionaux est mis en place au sein des DRJSCS.

Pour en savoir plus : <http://www.jeunesseenaction.fr>



Taux de licences sportives pour 100 habitants



Note de lecture :

La Nouvelle-Aquitaine compte 25,3% de licenciés sportifs parmi sa population. Ce taux est supérieur de deux points à celui enregistré sur le territoire métropolitain national.

Avec 30,8 licenciés pour 100 habitants, c'est dans le département des Landes que le taux régional est le plus élevé.

source :Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA)



FÉDÉRATIONS SPORTIVES

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), MEOS, Direction des Sports, CGOCTS

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Clubs affiliés à une fédération (données 2016 estimées au 19 juillet 2017) *	17 646	1 144	1 583	949	597		1 219	3 772	1 639	1 087	1 853	1 236	1 273	1 294	156 793
Fédérations unisport olympiques	6 937	469	714	341	212		506	1 552	527	413	685	471	553	494	63 681
Fédérations unisport non olympiques	4 763	281	444	212	99		317	1 018	633	319	573	264	312	291	40 416
Fédérations multisports	5 946	394	425	396	286		396	1 202	479	355	595	501	408	509	52 696
Licences sportives délivrées (données 2016 estimées au 19 juillet 2017) *	1 502 879	86 461	147 158	63 339	29 952		87 436	379 448	125 486	83 961	184 509	104 070	112 638	98 421	15 031 561
Part des licences féminines	38,2%	37,6%	36,8%	37,7%	40,3%		37,5%	38,7%	38,0%	38,2%	36,6%	39,8%	39,2%	39,0%	37,8%
Taux de licences sportives pour 100 habitants	25,3	24,4	22,9	26,3	25,1		21,0	24,2	30,8	25,1	27,4	27,8	25,8	26,2	23,3
Licences délivrées par les fédérations unisport olympiques	828 178	47 558	84 607	32 419	14 262		52 136	217 773	63 875	43 974	98 969	56 895	61 778	53 932	8 399 294
Part des licences féminines	31,1%	30,1%	30,9%	30,7%	31,1%		30,5%	31,1%	31,3%	31,2%	31,6%	31,5%	31,3%	31,3%	30,7%
Licences délivrées par les fédérations unisport olympiques	223 301	11 618	24 062	8 298	2 993		12 478	55 974	24 151	15 024	31 377	11 686	14 882	10 758	2 018 835
Part des licences féminines	31,7%	30,3%	31,2%	30,8%	25,4%		33,7%	34,7%	29,0%	32,3%	26,6%	36,3%	36,5%	27,3%	31,6%
Licences délivrées par les fédérations multisport	451 400	27 285	38 489	22 622	12 697		22 822	105 701	37 460	24 963	54 163	35 489	35 978	33 731	4 613 432
Part des licences féminines	54,3%	53,7%	53,4%	50,1%	54,2%		55,5%	56,6%	55,2%	54,0%	51,3%	54,2%	54,0%	55,1%	53,0%
Dont licences délivrées par les fédérations du sport adapté	2 797	47	232	170	48		173	655	180	204	622	157	169	140	15 155
Dont licences délivrées par les fédérations Handisport	2 925	119	231	38	402		337	515	211	38	306	221	290	217	26 343
Part des licences féminines en fédération Handisport															29,8%
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2017)															
Nombre de Conseillers techniques affectés dans les services déconcentrés **	114	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 140
dont Hommes	95	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	919
dont Femmes	19	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	221

* Totaux régionaux y compris les non répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non répartis par département et par région

** Ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région



ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), Direction des Sports, Répertoire des équipements sportifs (RES)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Équipements sportifs hors sports de nature (données au 7 novembre 2017)	29 517	1 606	3 423	1 451	780		2 262	5 175	2 181	1 881	4 656	2 156	2 295	1 651	264 341
dont terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 921	340	510	247	151		391	885	319	301	547	426	471	333	42 005
dont courts de tennis	4 896	351	604	210	84		399	1 149	421	293	458	288	380	259	40 022
dont bassins de natation	745	33	119	46	6		82	93	42	66	99	61	64	34	6 203
dont boulodromes	2 732	147	369	223	98		234	300	172	209	371	291	189	129	28 413
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) *	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7		0,5	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4

* Nombre d'équipements sportifs hors sports de nature pour 100 habitants



SPORTS DE HAUT NIVEAU ET PÔLES SPORTIFS

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), Direction des Sports, Base de données «Portail de suivi quotidien du sportif», Répertoire des équipements sportifs (RES)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Sportifs de haut niveau (données au 20 novembre 2017) *	447	18	50	15	7		17	132	31	12	127	10	19	9	4 623
dont sportifs en catégorie Élite	72	2	10	1	0		7	15	5	0	25	1	4	2	716
dont sportifs en catégorie Senior	118	7	12	3	1		3	31	3	5	40	4	7	2	1 175
dont sportifs en catégorie Jeune (Relève)	249	8	28	10	6		7	82	23	7	61	5	8	4	2 586
sont sportifs en catégorie Reconversion	8	1	0	1	0		0	4	0	0	1	0	0	1	146
Sportifs en catégorie Espoir	662	32	60	38	4		24	174	39	21	144	41	38	47	6 202
Sportifs en collectif national	235	10	24	8	2		10	66	14	11	52	6	18	14	1 898
Pôles sportifs labellisés et structures associées (au 20 novembre 2017)	42	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	434
Nombre de pôles France	5	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	87
Nombre de pôles France Jeune	10	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	49
Nombre de structures associées **	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	32
Nombre de pôles espoirs	27	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	266

* Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, jeunes ou reconversion

** Non réparti Hauts-de-France - Il s'agit du «Schéma d'Entraînement Régional de badminton au sein de la région Hauts-de-France». Son fonctionnement s'organise sur l'ensemble de la région Hauts-de-France



Notes et définitions :

Le sport de haut niveau

Le sport de haut niveau représente l'excellence sportive. Il est reconnu par différents textes législatifs et par la charte de haut niveau qui consacrent l'exemplarité du sportif de haut niveau. Il repose sur des critères bien établis qui sont :

- La reconnaissance du caractère de haut niveau des disciplines sportives

- Les projets de performance fédéraux

- Les compétitions de référence

- La liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le ministre chargé des sports, dans les catégories Élite, Senior, Relève ou Reconversion

La catégorie Elite

Sportif qui réalise aux jeux Olympiques, aux championnats du monde, aux championnats d'Europe ou dans des compétitions dont la liste est fixée dans le projet de performance fédéral (PPF), une performance ou obtient un classement significatif, soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une équipe de France, dans les conditions définies dans ce même PPF. Le rang minimal est souvent de l'ordre de la finale. L'inscription dans cette catégorie est valable deux ans mais peut être renouvelée.

La catégorie Senior

Sportif qui réalise aux jeux Olympiques, aux championnats du monde, aux championnats d'Europe ou dans des compétitions dont la liste est fixée dans le projet de performance fédéral (PPF), une performance ou obtient un classement significatif, soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une équipe de France, dans les conditions définies dans ce même PPF. Le rang minimal est souvent de l'ordre de la demi-finale. L'inscription dans cette catégorie est valable un an mais peut être renouvelée.

La catégorie Relève

Peut être inscrit dans cette catégorie, le sportif dont le directeur technique national (DTN) identifie prioritairement un critère de performance lors des compétitions internationales qu'il aura déterminées au sein du PPF. Au regard de la spécificité de la population concernée, les DTN pourront proposer a minima les inscriptions en liste sur la base de critères respectant les exigences suivantes :

- Préciser et prioriser les catégories d'âge ;

- Sélectionner les sportifs participant aux compétitions internationales de référence pour chaque catégorie d'âge identifiée.

L'inscription dans cette catégorie est valable un an. Elle peut être renouvelée dans les mêmes conditions.

La catégorie reconversion

Peut être inscrit dans cette catégorie, le sportif qui a été inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau dans la catégorie Elite ou qui a été inscrit sur cette liste dans les catégories autres que la catégorie Reconversion pendant quatre ans, dont trois ans au moins dans la catégorie Senior, qui cesse de remplir les conditions d'inscription dans les catégories Elite, Senior ou Jeune et qui présente un projet d'insertion professionnelle. L'inscription dans la catégorie Reconversion est valable un an. Elle peut être renouvelée pour la même durée dans la limite de cinq ans.

Les sportifs « Espoir »

Sportif âgé d'au moins douze ans (au cours de l'année de l'inscription sur cette liste) présentant dans les disciplines reconnues de haut niveau, des compétences sportives attestées par le Directeur Technique National, mais ne remplissant pas encore les conditions requises pour figurer sur les listes des sportifs de haut niveau.

Le recensement des équipements sportifs (RES)

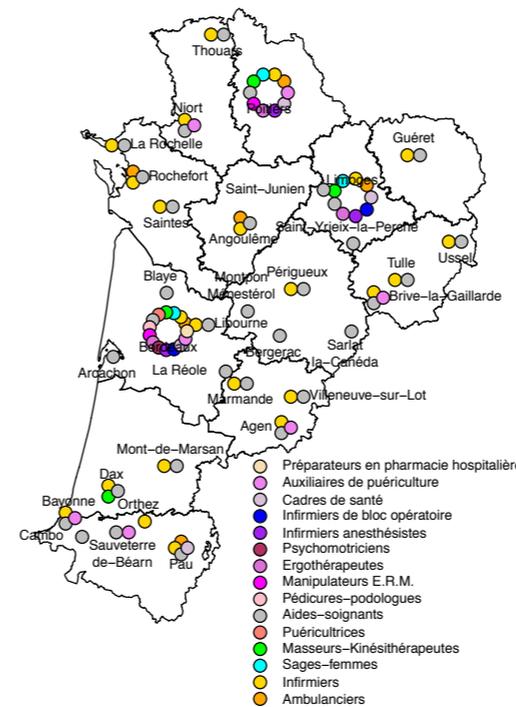
Le RES est une description des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques sur le territoire national, en termes de caractéristiques techniques (aire d'évolution, nombre de vestiaires, nombre de places assises en tribunes ou en gradins, année de mise en service, etc.) ; de caractéristiques d'usage (description des types d'activités sportives pratiquées et praticables, le niveau de compétition, etc.) ; ainsi que le niveau de classement fédéral attribué à l'équipement par la fédération délégataire.

Pour en savoir plus : <http://www.res.sports.gouv.fr>



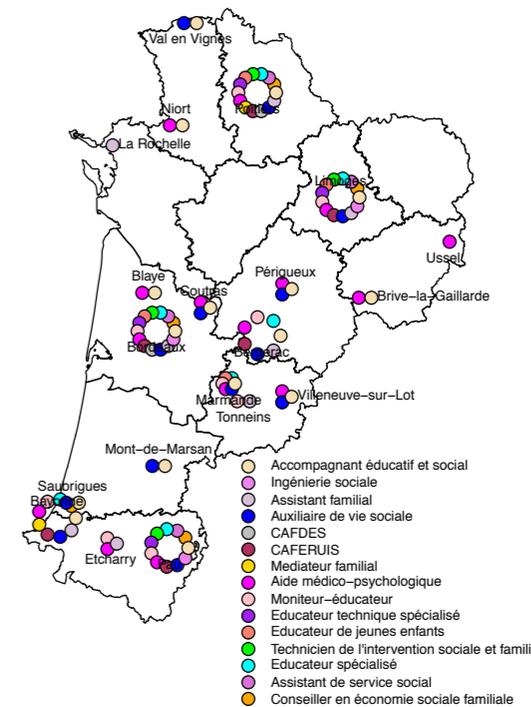


Ecoles de formations aux carrières sanitaires en Nouvelle-Aquitaine



Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DR-D-JSCS ALPC et fonds IGN ©

Ecoles de formations aux carrières sociales en Nouvelle-Aquitaine



Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DR-D-JSCS ALPC et fonds IGN ©

**PROFESSIONS SOCIALES****(Y COMPRIS VALIDATION DES ACQUIS D'EXPÉRIENCE PARTIELLE)**

Sources : DREES - Enquête 2016 auprès des établissements de formation aux métiers de l'action sociale

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau V		
Aides médico-psychologiques*	674	6 463
Auxiliaires de vie sociale*	166	2 540
Assistants familiaux	177	1 658
Diplômes de niveau IV		
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	32	364
Moniteurs éducateurs	283	2 734
Diplômes de niveau III		
Assistants de service social	151	1 956
Éducateurs spécialisés	364	3 978
Éducateurs de jeunes enfants	99	1 571
Éducateurs techniques spécialisés	20	196
Conseillers en économie sociale & familiale	132	1 182
Diplômes de niveau II		
Médiateur familial	5	67
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité	119	1 151
Diplômes de niveau I		
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	24	154
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service	30	302

* A compter de 2016, les diplômes d'État d'Aide médico-psychologique (DEAMP) et d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS), fusionnent pour former le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social (DEAES)

**PROFESSIONS SANITAIRE****(Y COMPRIS VALIDATION DES ACQUIS D'EXPÉRIENCE PARTIELLE)**

Sources : DREES - Enquête 2016 auprès des établissements de formation sanitaires

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau V		
Aides soignants	2 290	22 458
Ambulanciers	289	3 229
Auxiliaires de puériculture	217	4 668
Diplômes de niveau III		
Préparateur en pharmacie hospitalière	35	402
Psychomotriciens	60	854
Techniciens en analyses biomédicales	35	402
Diplômes de niveau II		
Manipulateurs en électroradiologie	57	533
Ergothérapeutes	66	787
Pédicures-podologues	30	589
Infirmiers diplômés d'État	2 389	25 486
Diplômes de niveau I		
Masseurs kinésithérapeutes	46	533
Sages femmes	223	2 555
Sages femmes	67	856
Diplômes délivrés dans les formations complémentaires		
Infirmiers de bloc opératoire		218
Infirmiers anesthésistes		533
Puéricultrices		1 065
Cadres de santé		1 415



ANIMATION SOCIOCULTURELLE ET MÉTIERS DU SPORT

Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (DUT carrière sociale et animation et STAPS), Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports (Direction des sports - Forôme Exploit, DJEPVA - Base de données BAFA-BAFD, DJEPVA pour les autres diplômes professionnels du champ «sport et animation»)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Diplômes non professionnels															
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	4 404	260	380	127	77		257	1 438	321	142	594	253	310	245	53 324
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	210	0	0	0	0		0	210	0	0	0	0	0	0	1 845
Diplômes de niveau V															
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	6	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	528
Diplômes de niveau IV															
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS)	1 401	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12 300
BEES 1er degré	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	7
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	154
Diplômes de niveau III															
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socioculturelle	173	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	647
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS)	256	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	3 144
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	803
Diplômes de niveau II															
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	20
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS)	24	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	524
Brevet d'État. Alpinisme, guide de haute montagne	0	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	38
Autres diplômes															
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	753	nd	nd	nd	nd		nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	9 723



Notes et définitions :

Le ministère en charge des affaires sociales met en place des formations et délivre des diplômes d'État de travail social. Tous ces diplômes sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

À compter de 2016, le diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social (DEAES) fusionne et remplace les deux diplômes d'État d'Aide médico-psychologique (DEAMP) et d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS).

Le ministère en charge de la santé met en place des formations et délivre des diplômes d'État aux professions sanitaires. Certains d'entre eux sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le contrôle pédagogique des formations aux professions sociales et de santé ainsi que les modalités d'organisation des examens sont en partie de la compétence de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale qui délivre les diplômes.

Afin de connaître l'évolution de ces formations, d'établir les statistiques annuelles des diplômés, de comptabiliser les étudiants en formation et d'étudier certaines de leurs caractéristiques, deux enquêtes «écoles de formation en travail social» et «écoles de formation aux professions

de la santé» sont effectuées chaque année auprès de l'ensemble des établissements de formation aux professions sociales et de santé de la région.

Les ministères en charge du sport et de la jeunesse mettent en place des formations et délivrent des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport - article L212-1) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- Assistant animateur avec un BAPAAT (brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien) : diplôme de niveau V
- Animateur ayant un BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport) socioculturel : diplôme de niveau IV
- Éducateur sportif possédant un BEES I (brevet d'État d'éducateur sport), ou un BPJEPS sport : diplômes de niveau IV
- Cadre dans le sport ou le secteur socioculturel, détenteur d'un DEJEPS (diplôme d'État de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport) : diplôme de niveau III ; ou d'un DESJEPS (diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation

populaire et du sport) : diplôme de niveau II.

Par ailleurs, deux autres diplômes non professionnels permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueil collectif de mineurs (ACM) en tant que :

- Animateur avec un BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animation)
- Directeur avec un BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur)

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- DUT carrières sociales - option animation sociale et socioculturelle, diplôme de niveau III
- Licence et Master STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives), diplômes de niveau II et I..
- Niveaux de formation (nomenclature couramment utilisée dans les milieux de formation et d'enseignement)
 - niveau I = Bac + 5 et au-delà (master II et doctorat)
 - niveau II = niveau II = Bac + 3 (licence) et bac + 4 (master I)

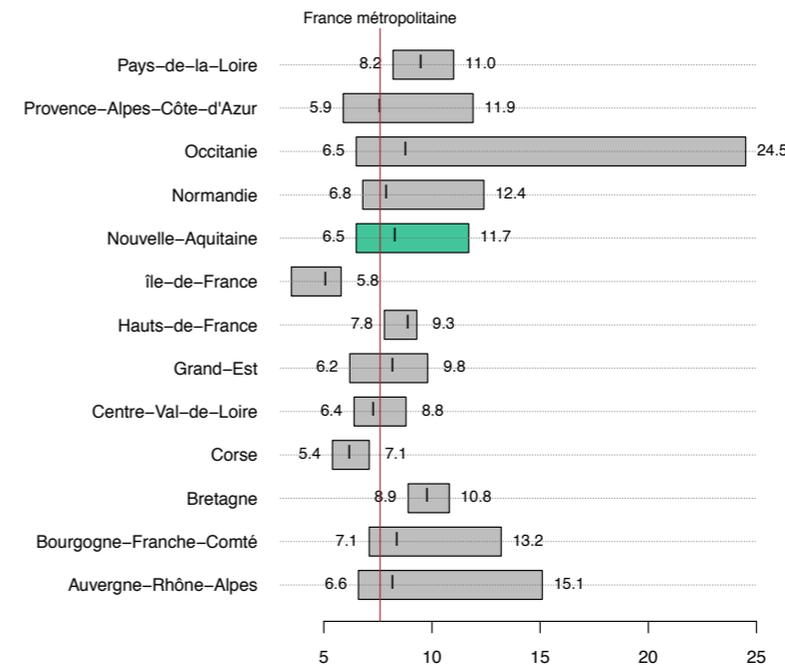
- niveau III = Bac + 2 (BTS, DUT)
- Niveau IV = Bac ou équivalence
- niveau V = CAP, BEP, diplôme national du brevet (DNB)

Pour en savoir plus : <http://www.sports.gouv.fr>
<http://nouvelle-aquitaine.drjscs.gouv.fr/>





Proportion de l'emploi associatif dans l'emploi total en ETP



Sources : INSEE – CLAP (associations employeuses),
URSSAF et ACOSS – Base de données Séquoia

Note de lecture :

En 2015, le secteur associatif couvrait 8,3% des emplois en Nouvelle-Aquitaine ; un taux supérieur à celui enregistré sur l'ensemble métropolitain (7,6%).

Le taux départemental minimal était celui des Landes avec 6,5% ; le plus élevé, celui de la Creuse, était de 11,7%.



NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DE SALARIÉS DANS L'EMPLOI ASSOCIATIF

Sources : INSEE - CLAP (associations employeuses), URSSAF et ACOSS - Base de données Séquoia

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2015	18 062	936	1 767	691	431		1 131	4 484	1 199	1 133	2 433	1 211	1 533	1 113	180 716
dont action sociale	3 282	205	316	150	89		227	774	158	264	456	183	240	220	31 399
dont enseignement	1 876	69	151	46	21		104	505	106	100	378	156	152	88	20 292
dont santé humaine	325	15	43	20	7		12	74	12	28	42	22	14	36	3 821
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	4 088	213	405	126	68		206	1 075	371	237	547	291	349	200	35 943
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 163	115	215	71	42		124	666	116	100	234	117	208	155	21 814
dont autres établissements associatifs	6 328	319	637	278	204		458	1 390	436	404	776	442	570	414	67 447
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2015	162 449	9 726	15 683	6 941	3 704		8 960	42 013	7 914	10 949	23 387	10 818	12 861	9 493	1 805 752
dont action sociale	87 641	5 671	8 710	3 864	2 497		5 259	21 901	3 518	6 236	12 944	5 267	6 786	4 988	892 176
dont enseignement	24 512	1 212	2 015	988	126		1 145	6 455	1 055	1 219	4 632	1 969	2 264	1 432	334 886
dont santé humaine	8 728	321	491	647	113		217	3 160	727	502	1 199	509	244	598	130 216
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	8 577	549	828	s	s		447	2 643	549	489	1 171	441	565	411	80 494
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 037	191	368	s	s		150	821	106	137	410	216	259	214	29 450
dont autres établissements associatifs	30 603	1 782	3 271	1 442	968		1 742	7 033	1 959	2 366	3 031	2 416	2 743	1 850	338 530
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total	8,3%	8,3%	8,3%	8,9%	11,7%		7,5%	7,4%	6,5%	10,5%	10,0%	8,2%	8,5%	8,0%	7,6%



NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DE SALARIÉS DANS LE SECTEUR SPORTIF

Sources : INSEE - CLAP (associations employeuses), URSSAF et ACOSS - Base de données Séquoia

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse		Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
Postes salariés du secteur privé sportif au 31 décembre 2016 *	11 560	459	987	461	69		394	4 372	732	521	1 698	548	718	601	123 905
dont gestion d'installations sportives	1 733	99	107	17	1		20	945	83	61	121	35	101	143	17 831
dont activités de clubs de sport	7 878	267	735	376	62		305	2 772	482	391	1 180	394	548	366	82 244
dont activités des centres de culture physique	633	10	57	19	3		25	261	34	39	76	41	33	35	7 193
dont autres activités liées au sport	441	27	17	46	2		5	198	42	9	44	14	18	19	8 242
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs **	875	56	71	3	1		39	196	91	21	277	64	18	38	8 395
Salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2015 ***	7 150	238	1 863	153	27		230	2 271	364	248	1 135	176	232	213	76 355
dont construction bateaux de plaisance	2 190	0	1 302	0	0		9	822	14	40	1	2	0	0	7 371
dont fabrication de bicyclettes et véhicules pour invalides	5	0	0	0	0		0	5	0	0	0	0	0	0	1 793
dont fabrication d'articles de sports	148	19	14	2	0		1	9	21	8	43	14	16	1	4 379
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	4 438	206	513	151	27		211	1 381	324	184	856	159	214	212	51 126
dont téléphériques et remontées mécaniques	196	0	0	0	0		0	0	0	0	196	0	0	0	9 125
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	173	13	34	0	0		9	54	5	16	39	1	2	0	2 561

* Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

** Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

*** Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport (NAF 30.92Z, NAF 32.30Z, NAF 47.64Z, NAF 49.39C, NAF 77.21Z)



Notes et définitions :

Pour en savoir plus :

<http://www.injep.fr/article/un-stat-info-sur-le-paysage-associatif-francais-10292.html>

<http://www.injep.fr/veille/paysage-associatif-arret-sur-image-5813.html>

Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Nouvelle-Aquitaine

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Siège

7, boulevard Jacques Chaban-Delmas

33525 Bruges Cedex

Tél - 05 56 69 38 00

Courriel - drjscs33@drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Antenne de Limoges

26, rue des Combes

CS 73707

87037 LIMOGES

Tél - 05.87.03.11.11

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Antenne de Poitiers

4 rue Micheline Ostermeyer

BP 80559

86020 POITIERS CEDEX

Tél - 05 49 42 30 00

Fax - 05 49 88 26 25

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Charente (DDCSPP Charente)

7-9, rue de la Préfecture

CS 22303

16023 ANGOULEME CEDEX

Tél - 05 45 97 61 00

Fax - 05 16 16 62 07

Courriel : ddcsp@charente.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Charente-Maritime (DDCS Charente-Maritime)

Cité administrative Duperré

5 place des Cordeliers

17000 LA ROCHELLE

Tél - 05 46 35 25 30

Courriel : ddc@charente-maritime.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Corrèze (DDCSPP Corrèze)

Cité Administrative Jean Montalat

Place Martial Brigouleix

BP 314

19011 TULLE CEDEX

Tél - 05 55 21 80 00

Courriel : ddcsp@correze.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Creuse (DDCSPP Creuse)

Pôle Cohésion Sociale :

1 Place Varillas

BP 60309

23000 GUERET

Tél - 08 10 01 23 23

Courriel : ddcsp@creuse.gouv.fr

Pôle Protection des Populations :

Avenue de Stalingrad

23000 GUERET

Tél - 08 10 01 23 23

Courriel : ddcsp@creuse.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Dordogne (DDCSPP Dordogne)

Cité administrative

Rue du 26ème RI

24024 PERIGUEUX CEDEX

Tél - 05 53 03 65 00

Courriel : ddcsp@dordogne.gouv.fr

Direction Départementale Déléguée de la Gironde (DDD Gironde)

Espace Rodesse
103, bis rue Belleville
CS 61693
33062 BORDEAUX CEDEX
Tél - 05 47 47 47 47
Courriel : ddc33@gironde.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Landes (DDCSPP Landes)

1 place Saint Louis
BP 371
40012 MONT DE MARSAN
Tél - 05 58 05 76 30
Fax - 05 58 75 78 88
Courriel : ddcsp@landes.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Lot-et-Garonne (DDCSPP Lot-et-Garonne)

935 avenue de docteur Jean Bru
47916 AGEN CEDEX 9
Tél - 05 53 98 66 66
Fax - 05 53 98 66 05
Courriel : ddcsp@lot-et-garonne.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale des Pyrénées-Atlantiques (DDCS Pyrénées-Atlantiques)

Cité administrative
Boulevard Tourasse
64075 PAU CEDEX
Tél - 05 47 41 33 10
Courriel : ddcsp@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Antenne de Bayonne

Sous-préfecture de Bayonne
Pôle Jeunesse et Vie associative
2 allée Marine
CS 58540
64185 BAYONNE cedex

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres (DDCSPP Deux-Sèvres)

30 rue de l'Hôtel de ville
CS 58434
79024 NIORT CEDEX
Tél - 05 49 17 27 00
Courriel : ddcsp@deux-sevres.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Vienne (DDCS Vienne)

4 rue Micheline Ostermeyer
BP 10560
86021 POITIERS
Tél - 05 49 44 83 50
Courriel : ddcsp@vienne.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Haute-Vienne (DDCS Haute-Vienne)

39 av de la Libération
CS 33918
87000 LIMOGES CEDEX 1
Tél - 05 19 76 12 00
Fax - 05 19 76 12 31
Courriel : ddcsp@haute-vienne.gouv.fr

LIMITES ADMINISTRATIVES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE





**Direction régionale et
départementale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale
Nouvelle-Aquitaine**

7 Boulevard Jacques Chaban Delmas,
33525 Bruges cedex
tél. : 05 56 69 38 00
Fax : 05 56 50 02 30
courriel : drjscs33@drjscs.gouv.fr
<http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr>

**Directeur de la publication et de la
rédaction :**

Patrick BAHEGNE - Directeur régional
et départemental de la jeunesse, des
sports et de la cohésion sociale -
Nouvelle-Aquitaine

Réalisation :

Tableaux : DREES
Mise en page : DRDJSCS-MOSTRA
(Éric AMRANE, Amadou KANE)

Conception graphique : LUBICOM

Dépot légal : à parution

Cette publication a été réalisée
grâce au financement de la DRDJSCS
Nouvelle-Aquitaine

Tout droit de reproduction réservé
Diffusion gratuite

Panorama Statistique - Édition 2018

Date de parution : Novembre 2018